

Reporters sans frontières

# LE TOUR DU MONDE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN 2003

5 € - 8 CHF - 8 \$ CAN



avec le soutien de

Télérama



# LE TOUR DU MONDE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN 2003

**Convictions de toujours** 3  
par Pierre Veilletet

## LE TOUR DU MONDE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN 2003

### AFRIQUE 6

#### La presse indépendante en danger

- Côte d'Ivoire : Les responsables de la mort de Jean Hélène 8  
Un procès exemplaire sous tension 9
- Zimbabwe : Les six ans de lutte du *Daily News* 11
- Érythrée : Trois ans sans information indépendante 13

### AMÉRIQUES 14

#### La presse victime de l'instabilité politique

- Cuba : Le journaliste Arevalo Padron enfin libre ? 17
- Colombie : Le pays le plus meurtrier du continent 19
- Haïti : Les médias dans la tourmente 20

### ASIE ET PACIFIQUE 22

#### Plus de violences contre des journalistes plus audacieux

- Birmanie : Au pays de la censure implacable 24  
L'autocensure est la règle 25
- Pakistan : Lettre ouverte à Khawar 26
- Chine : Du silence à la propagande. Dans les griffes des poulets 28

### MAGHREB ET MOYEN-ORIENT 30

#### Le Moyen-Orient, lanterne rouge de la liberté de la presse

- Irak : Deux meurtres pour un mensonge 32  
Un air de liberté 34
- Iran : Tuée pour quelques photos 35
- Maroc : La taule des mille cauchemars 36

### EUROPE ET EX-URSS 38

#### Ex-URSS : le retour des méthodes soviétiques ?

- Italie : Conflit d'intérêts dans les médias, l'anomalie italienne 40
- Russie : La glasnost, une idée dépassée ? 41
- Tchétchénie : Une brèche dans le blocus de l'information 42  
Ali Astamirov réduit au silence
- Ukraine : Les médias sous contrôle 43

## LES PRÉDATEURS DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 44

# CONVICTIONS DE TOUJOURS

Pierre Veilletet

Président de Reporters sans frontières - France

**A**h ! cette parodie de procès à La Havane ! Si Dieu et Staline se trouvent quelque part ensemble, qu'en disent-ils ? A vrai dire personne, peut-être pas même eux, ne pensait revoir ici-bas aussi grotesque et sinistre mascarade, depuis ces films de la guerre froide qu'on disait alors, bien entendu, d'un "anticommunisme primaire"...

Dût-on être taxé d'anticastrisme secondaire, on se doit de constater que, en 2003, les vieilles méthodes ont repris du service sous les tropiques : des peines de six à vingt-huit ans de prison ! Non pour avoir exercé le droit universel à la libre parole puisque, de toute façon, celui-ci n'existe guère à Cuba, mais pour avoir été soupçonné de vouloir l'exercer un jour...

2003 : On a, hélas, d'autres images en mémoire. Souvenez-vous, toutes les télévisions du monde l'ont montré à satiété : le tank américain s'immobilise sur un pont de Bagdad et, soudain, ouvre le feu sur l'hôtel Palestine où les mêmes télévisions, de façon également proluxe, nous avaient signalé la présence d'un grand nombre de reporters. Apparemment, le tireur et l'officier qui a autorisé le tir étaient les seuls à ne pas savoir. Jusqu'à quel degré d'ignorance peut-on remonter dans un état-major ? Une minutieuse enquête de Jean-Paul Mari, mandaté par Reporters sans frontières, s'attache à démonter le mécanisme et à le faire sans préjugé. A ce rapport, s'ajoute la plainte conjointe, déposée en Espagne, de la veuve du cameraman José Couso et de Reporters sans frontières. Ces recours inédits en matière de "bavure guerrière", pour reprendre l'euphémisme évasif servi à l'opinion, manifestent la détermination de notre organisation, désormais renforcée par une équipe de juristes, de ne pas se cantonner à ses fonctions d'alarmes et de dénonciations publiques. Il nous importe également d'exiger réparation du crime commis chaque fois qu'il peut être démontré. Parce que si les assassins se sentent

"couverts", leur impunité fera naître d'autres vocations et notre travail serait incomplet s'il n'était mis au service des familles de victimes...

## LA FUNÈBRE LITANIE PERDUE

Et puis Jean Hélène, abattu comme un chien sur un parking d'Abidjan. Et puis... et puis... on pourrait ainsi énumérer ad nauseam ces drames de l'année écoulée où des journalistes de toutes nationalités ont perdu leur liberté, voire leur vie, parce qu'ils étaient journalistes.

Chaque fois, nous aimerions pouvoir vous annoncer que la funèbre litanie tend, enfin, à décroître. Ce ne sera pas le cas pour 2003, année noire s'il en fut : plus de 120 journalistes sont toujours emprisonnés et 42 ont été tués, principalement en Asie et au Moyen-Orient (guerre d'Irak) contre 25 en 2002. Par ailleurs, ce que nous appelons nos "indicateurs" affichent tous des hausses sensibles : 766 journalistes interpellés, au moins 1 460 agressés ou menacés, 501 médias censurés, à quoi il faudrait ajouter

un nombre significatif de symptômes, plus difficiles à comptabiliser mais sur lesquels nous reviendrons car ils traduisent, en profondeur, une évolution préoccupante dans les techniques de rétorsion.

---

*Notre travail serait  
incomplet s'il n'était mis au service  
des familles de victimes*

---

L'Afrique ? Le meurtre de Jean Hélène n'est malheureusement pas isolé. Couvrir un conflit s'y révèle de plus en plus périlleux, or ces conflits persistent dans de nombreux Etats. Ailleurs, par exemple au Cameroun de Paul Biya, dans le Gabon d'Omar Bongo, la Guinée de Lansana Conté, la Guinée équatoriale d'Obiang Nguema, le Rwanda de Paul Kagame, le Togo de Gnassingbé Eyadéma et le Zimbabwe de Robert Mugabe, les journalistes doivent endurer les foudres de régimes vieillissants et d'autant plus jaloux de leur autorité, quand ce n'est pas le ressentiment de dirigeants agrippés au pouvoir. Tous renâclent devant les tentatives de libéralisation, surtout lorsque celles-ci



Présents à l'inauguration de la Maison des journalistes : Bertrand Delanoë, maire de Paris, Danièle Ohayon, à l'origine du projet, Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières, et Jean-Paul Huchon, président de la région Ile-de-France

Sophie Marceau, marraine de "Photos de stars", aux côtés de Smain, Laurent Baffie, Thierry Ardisson

Catherine Deneuve à la soirée "Cuba si, Castro no" au théâtre parisien du Rond-Point

---

*Notre priorité demeure le soutien apporté aux journalistes emprisonnés et aux médias en difficulté*

---

concernent l'audiovisuel. En vérité, la presse indépendante se raréfie sur l'ensemble du continent africain que les journalistes continuent régulièrement de fuir, la mort dans l'âme.

En Asie, à l'intention des professionnels de la presse qui ne renoncent pas, les dictatures disposent du plus vaste pénitencier de la planète : au moins 200 journalistes y ont été bouclés et souvent torturés au cours de l'année passée. Ainsi au Népal et en Birmanie, où de rarissimes intrus décrivent l'univers carcéral comme un "véritable enfer". Faut-il rappeler que la Corée du Nord ignore pour sa part la notion même de pluralisme et que la Chine, si tendance ces derniers temps, décourage tout ce qui ne relève pas de la propagande. Presque partout prévaut ce qu'on pourrait qualifier de "harcèlement judiciaire" et dont on retrouve les méthodes éprouvées en Turquie - malgré un relatif assouplissement destiné à présenter un meilleur profil à l'Union Européenne -, et dans les anciennes républiques du bloc soviétique comme l'impitoyable Azerbaïdjan (plus de 100 agressions) l'Ouzbékistan, le Turkménistan, contrées de censure absolue.

La guerre en Irak n'a certes pas facilité la liberté non plus que la sécurité des médias au Moyen-Orient où, selon une habitude maintenant bien ancrée, l'Iran se distingue par sa brutalité. L'assassinat de la photographe Zahra Kazemi, le 10 juillet dans sa geôle de Evine (Téhéran), en est la plus insupportable preuve. Au Soudan et dans les pays du Maghreb, d'encourageants signes d'émancipation sont contrebattus par les vieux réflexes absolutistes : contrôle à tous les échelons et méfiance de chaque instant.

Quant au continent américain, il reste inégalement partagé. Globalement respectée dans la majorité des Etats, la liberté de la presse est quotidiennement persécutée à Cuba, en Haïti ou en

Colombie, ce dernier pays restant le moins sûr de la région. Quatre journalistes y ont trouvé la mort. En Amérique du Nord, le secret des sources est trop souvent remis en cause.

**NOTRE MOBILISATION FAIT RENAÎTRE DES ESPOIRS**

...Bon, incontestablement une sale année, et d'autant plus qu'on l'examine en détail. Cependant, à vous en particulier qui nous accompagnez, et qui peut-être nous soutenez depuis longtemps en achetant les albums de photographie grâce auxquels nos actions peuvent être financées, nous devons plus que ce sinistre recensement et les regrets qu'il inspire car il pourrait laisser croire que nous cédon au découragement. Croyez bien que ce n'est pas le cas et redisons plutôt cette conviction de toujours : c'est l'aspect positif du bilan qui doit dicter notre conduite.

A ce titre, notre priorité demeure le soutien apporté aux journalistes emprisonnés et aux médias en difficulté. Ce soutien, rendu possible par le produit de la vente des albums, des calendriers et quelques autres opérations, votre soutien donc, nous a permis de distribuer 130 bourses, aides directes aux familles de journalistes emprisonnés, prises en charge des frais médicaux, judiciaires, etc. Cela a été fait, entre autres, pour les victimes de Cuba, de Birmanie, du Liberia, de Côte d'Ivoire, de Chine, d'Haïti, du Viêt-nam. Comment céder au découragement dès lors que cette mobilisation, ce travail, parfois invisible mais toujours opiniâtre, font renaître des espoirs et a fortiori lorsqu'ils débouchent sur une victoire. Et nous aimons à considérer comme telle la libération du journaliste marocain Ali Lmrabet, condamné à trois ans de prison pour caricature de lèse-majesté pour irrévérence graphique envers le roi ! Notre Prix Reporters sans frontières - Fondation de France 2003 a finalement été libéré en janvier 2004, après sept mois de détention.

Ces interventions n'existent que par le socle sur lequel elles s'appuient, c'est-à-dire la recherche et nos (formidables) chercheurs qui inventorient les atteintes à la liberté de la presse, les décryptent et approfondissent en permanence leur enquête, laquelle trouve assez souvent un prolongement indispensable




---

*A la répression frontale et sanguinaire,  
les ennemis de la presse substituent volontiers  
le harcèlement insidieux d'apparence légale,  
la pression économique, la protection  
de la vie privée, afin d'abuser l'opinion*

---

dans une mission sur le terrain. Cette discrète mais parfois périlleuse investigation, ce patient maillage (dont vous obtenez la relation sur notre site : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)) inscrivent nos entreprises dans la durée (ainsi nous ne lâchons pas prise sur des affaires déjà anciennes : Zongo au Burkina, Gongadze en Ukraine, Huang Qi en Chine, etc.) afin de faire pièce au plus terrible de tous les dangers : l'oubli. Et nous y parvenons puisque les consultations de notre site ont été multipliées par dix en moins de deux ans !

#### **CERTAINS MALFAISANTS DEVIENNENT PLUS MALINS**

Plus visibles que ces missions lointaines, nos diverses opérations de communication répondent en fait au même objectif : il s'agit encore d'empêcher que ne s'installe une chape de silence, de lutter contre la résignation ou l'indifférence progressives. Rendues possibles par différents partenariats (avec l'agence Saatchi & Saatchi ou le centre de recherche du groupe Benetton, Fabrica), ces campagnes d'affichage, de publicité, de vidéos, que vous avez peut-être encore dans l'œil, sont destinées à alerter l'opinion, quelquefois sur un mode volontairement accrocheur, autour de thèmes qui nous tiennent à cœur : "Journalistes tués"... "Année de l'Algérie"... Libye (à laquelle nous devons par ricochet notre ubuesque suspension de la Commission des droits de l'homme)... "Cuba si, Castro, no". Cette dernière opération, toujours en cours, s'est accompagnée d'une mémorable soirée au théâtre parisien du Rond-Point, le 29 septembre.

Quoi encore ? La deuxième édition de "Photos de stars" parrainée par Sophie Marceau : c'était en juin. En décembre, nous inaugurons à Paris la première et la seule "Maison des journalistes" ouverte aux confrères exilés. Reporters sans frontières a grandement contribué à rendre effectif ce beau projet de Danièle Ohayon et de Philippe Spinau.

Au moment de clore ce bilan, forcément lacunaire, il nous paraît important d'en souligner une constante et de pointer une sensible évolution. Constante ? La liberté de la presse est d'autant plus menacée qu'il y a surabondance de pouvoir politique (potentats en tout genre) ou qu'il y a vacance excessive de ce pouvoir de sorte que le droit le cède alors à la violence. Evolution ? Les ennemis de la presse ne semblent pas moins nombreux ni moins résolus ; mais nous avons l'impression que, en dehors de quelques cas pathologiques bien connus de nos services, certains malfaisants deviennent plus malins. A la répression frontale et sanguinaire, ils substituent volontiers le harcèlement insidieux d'apparence légale, la pression économique, la protection de la vie privée, les contournements de toutes sortes, y compris les gages de bonne volonté, afin d'abuser l'opinion. Bref, ils continuent à chasser le journaliste, mais en y mettant les formes.

Enfin, il nous semble que l'intolérance ambiante facilite malheureusement les crispations de toutes sortes. Campagnes publicitaires, spectacles, livres, films, interdits ou menacés, faux directs à la télévision, autocensures, recours compulsifs aux poursuites judiciaires au moindre mot de travers, indignations de commande, prudences oratoires et tartufferies rhétoriques : la libre expression ne serait-elle pas en train de perdre du terrain ?

Ceci mérite évidemment réflexion de notre part et suppose d'imaginer des réponses appropriées. C'est dire que nous ne sommes pas au bout de nos peines et qu'il n'existe rien de plus mobilisateur.

**Pierre Veilletet**

Président de Reporters sans frontières - France

# AFRIQUE

## LA PRESSE INDÉPENDANTE EN DANGER

L'année 2003 n'a pas été particulièrement bénéfique à la liberté de la presse en Afrique.

Deux journalistes ont été tués en Côte d'Ivoire, un troisième a probablement été exécuté en République démocratique du Congo. Les arrestations se sont multipliées et la presse indépendante est en voie de disparition dans plusieurs pays.

Les guerres et conflits qui perdurent dans certains Etats africains sont pour beaucoup dans cette dégradation de la situation. En Côte d'Ivoire, au Liberia et à l'est de la République démocratique du Congo, les dangers se sont amplifiés pour les professionnels de la presse. Les armées régulières, les nombreux mouvements rebelles ou les milices à l'œuvre dans ces pays, qui accordent une importance accrue au contrôle de l'information, se sont montrés particulièrement menaçants envers les reporters de la presse locale ou internationale. Couvrir un conflit en Afrique s'avère de plus en plus dangereux.

Les journalistes ont, par ailleurs, fait les frais de la répression systématique de régimes vieillissants et de dirigeants qui s'accrochent au pouvoir. Dans le Cameroun de Paul Biya, le Gabon d'Omar Bongo, la Guinée de Lansana Conté, la Guinée équatoriale d'Obiang Nguema, le Rwanda de Paul Kagame, le Togo de Gnassingbé Eyadéma et le Zimbabwe de Robert Mugabe, la presse est victime de l'immobilisme politique et de l'autoritarisme. Ces chefs d'Etat, toujours plus intolérants envers la presse indépendante ou d'opposition, mettent tout en œuvre pour garder la mainmise sur l'information. Qu'ils utilisent la manière forte, comme au Zimbabwe, ou des procédés plus insidieux, comme au Gabon ou au Rwanda. Alors qu'ils ont déjà souffert, depuis le début des années 90, de l'obstination des journaux indépendants à prôner l'alternance démocratique, tous freinent des quatre fers, aujourd'hui, devant la libéralisation du secteur audiovisuel. L'Etat conserve un monopole sur la radio et la télévision dans une dizaine de pays d'Afrique subsaharienne.

Ces médias d'Etat sont étroitement surveillés. Leurs journalistes sont soumis à de fortes pressions, de la part de leurs responsables ou de représentants du gouvernement. Chaque année, plusieurs d'entre eux sont licenciés abusivement pour ne pas s'être conformés à la ligne éditoriale définie par le ministère en charge de l'information. Ainsi, au Swaziland, les employés de la radio-télévision nationale n'ont pas le droit de donner la parole à l'opposition ou de critiquer le roi, sous peine d'être immédiatement renvoyés. Au Zimbabwe, la presse publique est aux ordres du puissant ministre de l'Information, Jonathan Moyo, et n'hésite pas à attaquer avec virulence les médias privés. Dans de nombreux pays, les radios et télévisions d'Etat se montrent particulièrement dociles et favorables aux dirigeants en place en période de campagne électorale.

### LE PLURALISME DE L'INFORMATION MENACÉ

La presse indépendante se raréfie sur le continent africain. Entre autres exemples inquiétants : la fermeture du *Daily News* au Zimbabwe, la suspension de plusieurs médias au Gabon, le maintien de l'interdiction de la presse privée en Erythrée, le harcèlement intense du seul journal d'opposition à Djibouti ou la censure momentanément imposée aux radios du Burundi et du Tchad.

A la censure directe et brutale, sont venues s'ajouter des méthodes plus sournoises pour faire taire les voix discordantes. Des journaux d'opposition ont été rachetés par le pouvoir, d'autres ont été créés par ces mêmes diri-

geants pour faire croire à une diversité de la presse, des boycotts publicitaires des médias les plus critiques ont été initiés par les gouvernements de plusieurs pays.

---

*Couvrir un conflit en Afrique  
s'avère de plus en plus dangereux*

---

---

*De nombreux chefs d'Etat freinent  
des quatre fers devant la libéralisation  
du secteur audiovisuel*

---

Par ailleurs, l'exode des journalistes africains se poursuit. Ils sont chaque année de plus en plus nombreux à fuir devant les menaces et les représailles qui rendent leur travail impossible. Ainsi, le Cameroun ou la République démocratique du Congo se vident, peu à peu, de leurs reporters, entraînant souvent la fermeture de journaux ou de radios.

Parallèlement, la situation de la liberté de la presse s'est durcie dans des pays traditionnellement cités en exemple pour leur modernité et leur respect de l'Etat de droit. Au **Niger** et au **Sénégal**, la liberté d'expression a subi de sérieux revers en 2003. L'expulsion de la correspondante de *RFI* à Dakar, la fermeture d'une dizaine de radios privées, puis l'emprisonnement à Niamey de l'un des journalistes les plus connus du pays sont des indices forts de ce durcissement de la répression envers la presse. Dans une moindre mesure, au **Mali**, l'arrestation de trois journalistes, pour la première fois depuis de longues années, est venue rappeler que la liberté de la presse n'est jamais un acquis.

#### **CONDAMNATION DES MÉDIAS DE LA HAINE**

Les médias de la haine ont également été au cœur de l'actualité en 2003. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et les procès de Nuremberg, des journalistes ont été condamnés pour avoir incité au meurtre et à la violence. Trois anciens responsables de médias rwandais ont ainsi été condamnés à des peines de trente-cinq ans de prison ou à la perpétuité

pour avoir "incité au génocide" de 1994. Ce jugement du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) a consacré l'aboutissement de plusieurs années d'instruction et de procédure pour établir la responsabilité de certains médias dans la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes. Il est souhaitable que ce verdict résonne comme un avertissement pour ceux qui continuent de sévir sur le continent. En Côte d'Ivoire, par exemple, plusieurs journaux jettent régulièrement de l'huile sur le feu, attisant les haines envers les étrangers et dressant les communautés les unes contre les autres. Malgré plusieurs rappels à l'ordre des Nations unies et de l'Union européenne, la situation ne s'était pas améliorée au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

---

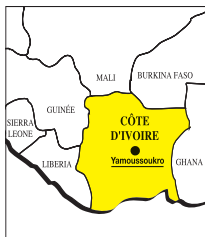
*L'exode des journalistes  
africains se poursuit*

---

Une seule bonne nouvelle néanmoins : la lutte contre l'impunité a porté ses fruits, pour la première fois, en Afrique. Fin janvier 2003, six personnes ont été condamnées à de lourdes peines de prison, à l'issue d'un procès exemplaire, pour l'assassinat du journaliste Carlos Cardoso, au **Mozambique**. Ce cas mérite d'être souligné. Il doit servir d'exemple à suivre pour les autres Etats africains et montrer aux assassins de journalistes qui sont toujours en liberté en **Angola**, au **Burkina Faso**, en Côte d'Ivoire, au **Nigeria** ou ailleurs, que eux aussi devront, un jour, répondre de leurs actes.

**Jean-François Julliard**

Responsable de l'information de Reporters sans frontières  
Pour plus d'informations, pays par pays : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)



# LES RESPONSABLES DE LA MORT DE JEAN HÉLÈNE

**Le 21 octobre 2003, Jean Hélène, 48 ans, correspondant de Radio France Internationale (RFI) en Côte d'Ivoire depuis plusieurs mois, est abattu près de la Direction générale de la police nationale. Il projetait d'interviewer des opposants qui venaient d'être libérés après quelques jours de détention. Un policier, le sergent Séri Dago, a depuis été reconnu coupable de ce meurtre. Mais il n'en est pas le seul responsable.**



Jean Hélène avait été la cible des attaques de la presse progouvernementale

La mort de Jean Hélène ne peut être appréhendée comme un cas isolé. Elle s'inscrit dans l'instauration, depuis l'année 2000, d'un climat hostile à la presse internationale. Depuis quatre ans, les journalistes étrangers basés en Côte d'Ivoire vivent et travaillent dans l'insécurité. Ainsi, avant Jean Hélène, deux autres correspondants de RFI, se sentant menacés, avaient décidé de quitter le pays.

## LES JOURNALISTES ÉTRANGERS, CES "ENNEMIS DU PAYS"

Certains médias ivoiriens ont une réelle responsabilité dans la montée de cette hostilité. La presse notamment s'est abondamment répandue en attaques verbales, injures, accusations sans fondement et appels à la violence, avec pour principales cibles RFI et les journalistes français. Des journaux proches du pouvoir comme *Le National*, *Notre Voie* ou *L'Œil du Peuple* ont titré à de très nombreuses reprises sur ces "autres adversaires de la Côte d'Ivoire", ces "médias complices des rebelles" ou encore ces "journalistes impliqués dans la tentative de coup d'Etat". De son côté,

---

*"Je pense avoir une solution pour tous les problèmes de la Côte d'Ivoire, sauf pour celui de la presse", affirme Laurent Gbagbo*

---

la presse d'opposition a régulièrement surenchéri dans la violence des propos, donnant du grain à moudre aux médias progouvernementaux.

En quelques mois, après le début du conflit en septembre 2002, la guerre des médias est repartie de plus belle et les journalistes étrangers sont devenus, aux yeux d'une grande partie de la population abidjanaise, les "ennemis du pays". De là à en faire des cibles potentielles à éliminer, il n'y avait qu'un pas que le sergent Séri Dago a franchi en octobre 2003.

## LES AUTORITÉS N'ONT JAMAIS RÉAGI

Jean Hélène lui-même avait été personnellement visé par ces attaques. En octobre 2002, *Notre Voie*, le journal du Front

populaire ivoirien (FPI, le parti au pouvoir) l'avait qualifié de "négrier des temps modernes" et de "rapace corrompu accomplissant sa sale besogne de destruction de l'Afrique". Autant de dangereuses accusations auxquelles les autorités n'ont jamais réagi malgré les appels répétés de Reporters sans frontières, de l'Union européenne ou encore des Nations unies. Pire, fin 2002, lors d'une allocution reprise par la radio d'Etat, un député FPI avait incité les jeunes à aller demander des comptes à RFI et à l'Agence France-Presse (AFP), ces médias qui "salissent la Côte d'Ivoire".

Interrogé par Reporters sans frontières, en avril 2003, sur les mesures qu'il comptait prendre pour endiguer ce problème, le président Laurent Gbagbo avait répondu : "Je pense avoir une solution pour tous les problèmes de la Côte d'Ivoire, sauf pour celui de la presse."

Il est pourtant urgent que le chef de l'Etat s'y confronte. Commencer par rappeler à l'ordre "sa" presse serait un bon début. Il resterait alors aux autres responsables politiques du pays à suivre son exemple. Pour éviter qu'un tel drame ne se reproduise.

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)



# UN PROCÈS EXEMPLAIRE SOUS HAUTE TENSION

Le procès du sergent de police ivoirien Théodore Séri Dago, poursuivi pour le meurtre en octobre 2003 du journaliste de *Radio France Internationale (RFI)* Jean Héléne, s'est tenu au palais de justice d'Abidjan où un comité de soutien à l'accusé n'a cessé d'entretenir une ambiance surchauffée pendant trois jours. Christophe Koffi, journaliste pour l'*Agence France-Presse (AFP)* à Abidjan et collaborateur de Reporters sans frontières, était présent.



L'accusé est conduit cagoulé au tribunal.  
Ses supporters arborent des T-shirts clamant son innocence



En ce matin du mardi 20 janvier 2004, le palais de justice situé au "Plateau", quartier des affaires de la capitale économique ivoirienne, connaît une animation particulière. Deux véhicules blindés prennent position devant le bâtiment, tandis que les unités anti-émeutes de la police et de la gendarmerie se déploient dans l'enceinte du tribunal.

A 8 heures, les envoyés spéciaux des grands journaux français et quelques correspondants de la presse internationale encore en poste à Abidjan effectuent un déplacement groupé vers le palais. Ils sont accueillis à leur arrivée par un policier qui promet une organisation parfaite. "Vos places sont réservées, nous allons vous installer", rassure-t-il. A quelques mètres, un petit groupe de supporters de Séri Dago arbore des T-shirts blancs sur lesquels on peut lire : "Séri est innocent. Libérez Dago Séri !" Ils défilent du regard les journalistes français.

## LE SERGENT SÉRI DAGO PLAIDE NON COUPABLE

Dès le début de l'audience, le président du tribunal, Ahmed Lanzéni Coulibaly, donne la parole au procureur militaire, Ange Kessi. "Jamais depuis 1974, date de

sa création, le tribunal militaire n'a été aussi sollicité", déclare-t-il avant d'insister sur "la forte croissance de la délinquance et de la criminalité militaire depuis le début de la crise ivoirienne". Le bâtonnier de l'ordre des avocats ivoiriens, Jean Louis Métan, met l'accent sur le "rôle constructif et destructif des médias", avant de critiquer une déclaration du secrétaire général de Reporters sans frontières, Robert Ménard, qui aurait affirmé qu'il fallait "faire pression sur Gbagbo".

---

*Les photographes sont  
sortis manu militari de la  
salle sous les acclamations du  
comité de soutien à l'accusé*

---

Vers 11 heures, le sergent Séri Dago, souriant, fait son entrée dans la salle, après qu'on lui a retiré la cagoule blanche qui cachait son visage. Les photographes se bousculent et le président demande rapidement leur évacuation. Ils sont sortis manu militari sous les acclamations du comité de soutien à l'accusé.



"Je suis innocent", s'écrie Séri Dago (à gauche) à la lecture du verdict

Quelques instants plus tard, le frère et la sœur de Jean Hélène, Thierry et Catherine Baldensperger, le visage grave, s'installent dans la salle en compagnie de l'avocat de la famille. Ils déclinent leur identité et se constituent partie civile. Les avocats de la défense tentent alors de contester le fait que *RFI* et l'organisation Reporters sans frontières se soient constituées parties civiles. Après une courte délibération, le tribunal rejette leur argumentaire.

Dans l'après-midi, le tribunal donne lecture de l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction en charge du dossier. Un document accablant pour le prévenu dont la conclusion indique que le sergent "a volontairement donné la mort à Christian Philippe Baldensperger, dit Jean Hélène". Séri Dago plaide non coupable. Les interrogatoires savamment menés par le juge le confondent tout comme les dépositions d'une dizaine de témoins, parmi lesquels l'ex-directeur général de la police nationale, Adolphe Baby.

#### "IL Y AURA ENCORE D'AUTRES JEAN HÉLÈNE !"

Le deuxième jour du procès débute par les plaidoiries de la partie civile. M<sup>e</sup> Jean-Marc Delas réclame, au nom de la famille,

143,5 millions de francs CFA (environ 220 000 euros) de dommages et intérêts. Les avocats de *RFI* et de Reporters sans frontières demandent un franc CFA de dommages et intérêts pour préjudice moral. Dans l'après-midi, le procureur militaire requiert quinze ans d'emprisonnement pour le sergent Théodore Séri Dago.

Le verdict tombe à 18 heures, au troisième jour du procès. Séri Dago est condamné à dix-sept ans de prison et radié du corps de la police. "Je suis innocent, je suis innocent", crie le prévenu avant de s'effondrer sur sa chaise. Le verdict a été prononcé en l'absence des parties civiles et de la famille de Jean Hélène, dissuadées de se rendre au palais de justice par les autorités consulaires françaises, pour "raisons de sécurité".

Des membres du comité de soutien au sergent Séri Dago, repoussés hors du tribunal par les forces de l'ordre, lancent au groupe de journalistes étrangers qui quitte la salle : "On va vous tuer, tous les blancs ! Il y aura encore d'autres Jean Hélène !"

Christophe Koffi

*Le sergent Séri Dago est condamné à dix-sept ans de prison et radié du corps de la police*

#### CÔTE D'IVOIRE • BILAN 2003

2 journalistes tués  
1 journaliste incarcéré  
2 journalistes interpellés  
au moins 16 journalistes agressés  
au moins 6 journalistes menacés



# LES SIX ANS DE LUTTE DU DAILY NEWS

*The Daily News* est l'unique quotidien privé du Zimbabwe. Lancé en 1999, il était lu par plus de 500 000 personnes avant sa fermeture en septembre 2003 par le

gouvernement de Robert Mugabe. Après un véritable marathon judiciaire, il a été autorisé à reparaitre le 21 janvier 2004. Au lendemain de sa réouverture, John Gambanga, directeur adjoint de la rédaction du quotidien, est revenu sur l'acharnement des autorités à faire taire la seule voix indépendante du pays.



Au Zimbabwe, le monde des médias connaît un tournant décisif quand, début 2000, le président Robert Mugabe, au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1980, nomme Jonathan Moyo ministre de l'Information. Ancien professeur de sciences politiques, Jonathan Moyo a publié, quelques années auparavant, des articles très critiques envers le président Mugabe, condamnant son autoritarisme et sa mauvaise gestion de l'économie nationale. Aujourd'hui, après avoir retourné sa veste, il soutient de toutes ses forces le chef de l'Etat.

C'est ce même Monsieur Moyo qui, en tant que ministre de l'Information, rédige la très répressive loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (AIPPA). Dès sa promulgation, ce texte rend la vie des journalistes impossible, notamment ceux du secteur privé comme les employés de l'Associated Newspapers of Zimbabwe (ANZ), le groupe de presse auquel appartiennent le quotidien *The Daily News* et l'hebdomadaire *The Daily News on Sunday*. Cette loi oblige en effet les médias à demander une licence d'exploitation à une Commission officielle composée de sept membres nommés par le gouvernement, et tous les journalistes à solliciter une accréditation individuelle.

## MENACES ET ACCUSATIONS INFONDÉES

En janvier 2003, la direction de l'ANZ, jugeant ce texte anticonstitutionnel, refuse de s'enregistrer auprès de la Commission. Fort contrarié, le gouvernement déclare que le groupe de presse n'est pas au-dessus des lois. Dans les mois qui sui-

*Le Daily News est accusé par les autorités d'être utilisé par les Etats-Unis ou le Royaume-Uni pour déstabiliser le Zimbabwe*

vent, plusieurs journalistes du *Daily News* sont arrêtés. D'autres sont maltraités, menacés ou harcelés pour une raison ou pour une autre. A chaque fois, les autorités invoquent l'AIPPA ou un autre texte tout aussi répressif, la loi sur l'ordre public et la sécurité (POSA), qui n'est qu'une version amendée de l'ancienne loi coloniale appliquée pendant les années Ian Smith.

Certains des actionnaires de l'ANZ vivant à Londres, le gouvernement se fait fort d'affirmer que ce groupe de presse est dirigé par des "ennemis du pays" basés à l'étranger. Quant à son actionnaire principal, Strive Masiyiwa, c'est un homme d'affaires zimbabwéen qui réside en Afrique du Sud. En raison de ses articles dénonçant la corruption et la mauvaise gestion du pays, le *Daily News* est



John Gambanga (à gauche) a reçu à Paris le Prix Reporters sans frontières - Fondation de France 2003 décerné au *Daily News* dans la catégorie "Médias"

*En janvier 2001,  
une bombe puissante détruit  
l'imprimerie du groupe  
de presse auquel appartient  
le Daily News*

accusé par les autorités d'être utilisé par les Etats-Unis ou le Royaume-Uni pour déstabiliser le Zimbabwe et imposer Morgan Tsvangirai, leader du Mouvement pour le changement démocratique (opposition), à la tête du pays. Dès lors, la plupart des officiels refusent d'accorder des interviews au quotidien. De son côté, la police intime l'ordre à ses hommes de ne faire aucun commentaire aux journalistes du *Daily News*.

#### BATAILLE DANS LES PRÉTOIRES

Dans le même temps, les attaques contre le journal s'intensifient. En 2000, des anciens combattants fidèles à Robert Mugabe scandent des chants patriotiques devant les locaux de la rédaction. Quelques jours plus tard, des pierres sont jetées par des inconnus sur sa façade. En janvier 2001, une bombe puissante détruit l'imprimerie du groupe. Selon de nombreux observateurs, les forces de l'ordre sont les seules à disposer du type

d'explosif employé. Puis l'un des fondateurs du journal, Geoff Nyarota, est victime d'une tentative d'assassinat par un individu se disant envoyé par le gouvernement. Ce que les services secrets s'empressent de démentir.

Le dernier coup est porté en septembre 2003 quand le gouvernement ordonne la fermeture du *Daily News*, accusé, faute de licence, de fonctionner dans l'illégalité. Des policiers sont alors déployés dans les bureaux du quotidien et à l'imprimerie du groupe. L'ANZ dépose aussitôt un recours en justice. Une nouvelle bataille s'engage ; elle va se jouer dans les prétoires.

A deux reprises, cinq des directeurs, dont le directeur exécutif, Sam Sipepa Nkomo, sont arrêtés et doivent comparaître devant un juge. En 2003, le *Daily News* obtient gain de cause à cinq reprises après avoir demandé à la justice sa réouverture. A chaque fois, le gouvernement défie le pouvoir judiciaire en empêchant le quotidien de reprendre sa parution.

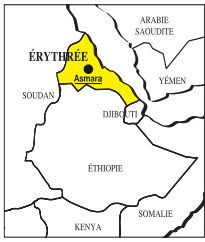
Finalement, le 21 janvier 2004, la Haute Cour ordonne à la police de quitter les locaux de l'ANZ. Et les forces de l'ordre obtempèrent. Aussitôt est publié un numéro spécial de huit pages en espérant que les malheurs du journal sont terminés. Au moins pour un moment.

John Gambanga

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

#### ZIMBABWE • BILAN 2003

3 journalistes incarcérés  
27 journalistes interpellés  
6 journalistes agressés



# TROIS ANS SANS INFORMATION INDÉPENDANTE

Rien ne bouge en Erythrée, qui reste la plus grande prison du continent africain pour les journalistes, et l'un des derniers pays au monde sans presse privée.



---

*En août 2003,  
le ministre de l'Information  
a prétendu que  
les journalistes emprisonnés  
étaient en réalité des  
"traîtres" et des "espions  
à la solde de pays ennemis"*

---

Les pressions de la communauté internationale sont tout simplement inefficaces. Ni les organisations de défense des droits de l'homme, ni les gouvernements occidentaux ne sont parvenus à faire revenir le chef de l'Etat erythréen, Issaias Afewerki, sur ses positions.

C'est une situation unique au monde : le 18 septembre 2001, le gouvernement a fait fermer tous les journaux privés et emprisonner les principaux journalistes. Depuis, les Erythréens n'ont pour seules sources d'information que la presse officielle et les quelques radios étrangères captées dans le pays.

Au moins quatorze journalistes crouissent quelque part, en prison. En effet, leurs familles n'ont que très peu d'informations sur leur sort et, la plupart du temps, ne savent même pas où sont détenus leurs proches.

Les dernières déclarations des autorités sont particulièrement inquiétantes. En août 2003, le ministre de l'Information a prétendu que les journalistes emprisonnés étaient en réalité des "traîtres" et des "espions à la solde de pays ennemis". Si un juge retient ces chefs d'inculpation, ils seront passibles de la peine capitale.

# AMÉRIQUES

## LA PRESSE VICTIME DE L'INSTABILITÉ POLITIQUE

Le continent américain reste une terre de contraste pour la liberté de la presse. Généralement respectée, elle est quotidiennement bafouée à Cuba, en Colombie ou en Haïti. Dans plusieurs pays, la presse a dû faire face, en 2003, à une recrudescence des violences, souvent liée à des situations de crise politique, parfois virulente, comme en Bolivie. Sur l'ensemble du continent, des réformes législatives sont encore nécessaires pour garantir une totale liberté de la presse.

**A** Cuba, le président Fidel Castro a tenté de venir à bout de la dissidence en lançant un vaste coup de filet dans ses rangs. 75 dissidents ont été arrêtés pour "actes contre l'Etat". Parmi eux, 27 journalistes indépendants dont le plus éminent d'entre eux, Raúl Rivero. Leur crime ? Publier des articles à l'étranger et avoir rencontré des diplomates américains. Leurs armes ? Des machines à écrire et des stylos saisis à leurs domiciles. Au terme de procès expéditifs au cours desquels leur droit à la défense a été bafoué, ils ont été condamnés à des peines allant de 14 à 27 ans de prison. Leurs collègues restés "libres" sont depuis menacés de les rejoindre en détention. Si cette vague d'arrestations a déclenché la réprobation internationale, elle a consolidé le monopole de l'Etat sur l'information.

En Haïti aussi, la situation de la liberté de la presse reste extrêmement préoccupante. Le président Jean-Bertrand Aristide a choisi la stratégie de l'impunité pour faire régner la terreur parmi ses contradicteurs, au premier rang desquels les journalistes. Ainsi, les assassins de deux journalistes tués en 2000 et 2001 n'ont toujours pas été punis. En 2003, une quarantaine de journalistes ont été menacés ou agressés par des "chimères", des délinquants recrutés dans les bidonvilles par le pouvoir pour exécuter ses basses œuvres. En fin d'année, la multiplication des manifestations réclamant le départ du président Aristide s'est accompagnée d'une augmentation des attaques contre la presse.

Avec cinq journalistes tués en Colombie en 2003, ce pays reste le plus dangereux de la région pour la profession. Quatre journalistes ont été tués après avoir dénoncé des affaires de corruption ou de fraudes impliquant des élus locaux, voire les collusions de ces derniers avec les groupes armés, paramilitaires d'extrême

droite ou guérillas communistes, qui contrôlent ou se disputent des régions entières. Là, soumises à leurs pressions constantes et à celles de l'armée, les rédactions n'osent plus informer. Menaces, agressions, enlèvements, assassinats restent le quotidien des journalistes. Par ailleurs, après l'adoption d'un statut antiterroriste qui remet en cause le secret des sources, le gouvernement d'Alvaro Uribe Vélez apparaît de plus en plus comme une menace potentielle pour la presse.

Aux États-Unis, l'attitude de l'administration du président Bush à l'égard de la liberté de la presse diffère selon que son action s'inscrit sur le territoire américain ou à l'extérieur des frontières. Dans le premier cas, la situation reste globalement satisfaisante. En revanche, l'armée américaine a été responsable de la mort de cinq journalistes en Irak et le travail des journalistes qui se rendent à la prison de Guantanamo (Cuba), où sont détenus les suspects de terrorisme, est toujours étroitement contrôlé.

### L'IMPUNITÉ TOUJOURS À L'ŒUVRE

Au moins trois autres professionnels de la presse ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions au Brésil (2) et au Guatemala (1). Si, en Colombie, l'impunité explique largement, année après année, la répétition des assassinats, au Brésil, au Costa

Rica, au Mexique, des enquêtes sérieuses ont débouché sur des arrestations de suspects, voire sur des procès. Au Chili et au Pérou, certaines enquêtes sur des cas anciens ont été relancées. Ces progrès notables restent cependant fragiles. En Argentine, les assassins du photographe José Luis Cabezas ont bénéficié d'une réduction de peine importante, certes légale mais incompréhensible au regard du traumatisme suscité par l'exécution du journa-

---

*Aux États-Unis,  
l'attitude de l'administration du  
président Bush à l'égard de la liberté  
de la presse diffère selon que son action  
s'inscrit sur le territoire américain  
ou à l'extérieur des frontières*

---

liste en 1997. Au Brésil, l'assassin d'un journaliste a bénéficié d'une surprenante libération, trois mois seulement après sa condamnation à 18 ans de prison.

Dans plusieurs pays latino-américains, la presse a fait les frais de l'instabilité politique. En **Bolivie**, et dans une moindre mesure au **Pérou**, elle a été victime du climat de contestation. Lors de la répression des émeutes qui ont conduit au départ du président bolivien Sanchez de Lozada, plusieurs médias et journalistes ont été attaqués ou menacés, principalement par les forces de l'ordre. Au **Guatemala**, la campagne pour l'élection présidentielle s'est accompagnée d'une multiplication des agressions contre les journalistes - dont l'un a perdu la vie -, liées essentiellement à la candidature controversée de l'ancien dictateur José Efraín Ríos Montt. En Equateur, plutôt que de répondre sur les accusations de financement de sa campagne par un narcotraffiquant, le président Lucio Gutiérrez a préféré menacer de poursuivre le quotidien *El Comercio*, à l'origine des révélations.

---

*En Amérique du Sud,  
la presse locale est soumise  
à de fortes pressions*

---

On constate une nouvelle fois une différence entre la presse nationale, qui bénéficie d'un fort pouvoir et ne subit plus d'importantes pressions, et la presse locale ou régionale, encore aux prises avec des élus locaux, des fonctionnaires ou des policiers qui acceptent mal la critique. Au **Mexique**, en **Argentine** ou au Pérou, la majorité des attaques visaient des médias locaux. Au Brésil, l'un des deux journalistes tués travaillait pour une radio d'une ville du nord-est du pays. Malheureusement, la presse nationale ne se montre pas toujours solidaire de ses confrères de la presse régionale et ces atteintes à la liberté de la presse passent parfois inaperçues.

La situation au **Venezuela** reste particulière. Plus de 80 cas d'agressions ou de menaces contre des journalistes ont été

recensés, le plus souvent lors de la fin de la grande grève contre le président Hugo Chávez, en janvier et février. Si la plupart étaient imputables aux partisans du Président qui dénonçaient le parti pris antichaviste des grands médias, quelques attaques visaient des médias progouvernementaux. Les nombreuses menaces brandies par le gouvernement contre la presse au lendemain de la grève de l'opposition n'ont pas été mises à exécution et la situation de la liberté de la presse a retrouvé une stabilité précaire en fin d'année.

#### LE SECRET DES SOURCES MENACÉ

Les législations de plusieurs pays reflètent encore un processus de démocratisation inachevé. Au **Panama**, au **Chili**, en **Equateur**, des lois protègent encore "l'honneur" des fonctionnaires et des élus malgré une déclaration adoptée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) qui réclame leur suppression. Au **Costa Rica**, la presse dénonce l'effet inhibiteur du code pénal qui sanctionne notamment la simple reproduction de propos offensants. En **République dominicaine**, trois journalistes ont été arrêtés après avoir critiqué le président Mejía. Candidat à sa propre succession en 2004, ce dernier semble, par ailleurs, avoir fait main basse sur le plus grand groupe de presse privée à la faveur de la mise en faillite de son propriétaire.

En Amérique du Sud comme en Amérique du Nord, le secret des sources est par ailleurs toujours menacé. Au **Paraguay** ou au Chili, des journalistes ont été convoqués pour livrer leurs sources. Aux Etats-Unis, les juges menacent d'incarcération pour "outrage à la cour" ceux qui refusent de révéler l'identité de leurs informateurs. Enfin, au **Canada**, la police continue de considérer les journalistes comme des "auxiliaires de justice" et sollicite des mandats de perquisition pour saisir, dans les rédactions, les images qu'elle considère profitables à ses enquêtes.

**Régis Bourgeat**

Responsable Amériques de Reporters sans frontières

**Pour plus d'informations, pays par pays : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)**



LES COUVREURS DU PARADIS / PEP BELL / AGS/Photo.com

Pour les vacances, vous êtes tenté par Cuba, ses plages de rêve et ses rythmes endiablés ? Attention ! Au-delà des clichés, le soleil cubain ne brille pas pour tout le monde. En mars 2003, le régime castriste arrêta et condamna à de lourdes peines de prison près de 80 journalistes, opposants et défenseurs des droits de l'homme. Pour avoir osé parler de démocratie dans leur pays, certains passeront jusqu'à 28 ans derrière les barreaux... Sachez où vous mettez les pieds !



[www.rsf.org](http://www.rsf.org)





# LE JOURNALISTE BERNARDO ARÉVALO PADRÓN ENFIN LIBRE ?

L'hebdomadaire *Pèlerin Magazine*, qui avait accepté de parrainer Bernardo Arévalo Padrón après sa condamnation à six ans de prison en novembre 1997, avait souhaité le rencontrer chez lui quelques jours après sa libération, le 3 novembre 2003.

Une simple ramette de 500 feuilles de papier blanc. Devant ce cadeau inespéré que nous lui offrons en arrivant chez lui, le regard de Bernardo Arévalo Padrón, géant au vaste sourire, s'éclaire. Du fond de sa maisonnette d'Aguada de Pasajeros, ville de 31 000 habitants, il va enfin pouvoir s'atteler à son travail de journaliste indépendant.

Depuis quelques semaines, cette force de la nature, âgé de 37 ans, dont six passés dans les geôles cubaines, a retrouvé l'air libre et sa femme Libertad.

Arrêté le 18 novembre 1997, emprisonné pour avoir traité Fidel Castro, le chef de l'Etat cubain, de "menteur", sur les ondes d'une radio, Bernardo n'a pas changé. "Il est même plus fort", lance sa blonde épouse.

"Filleul" de l'hebdomadaire *Pèlerin*, via Reporters sans frontières, il a reçu régulièrement les marques de soutien des lecteurs, lettres ou colis. "Ces manifestations furent d'une grande aide", assure aujourd'hui Bernardo. Car le traitement infligé aux prisonniers cubains bafoue en permanence les droits essentiels de la personne humaine.

Incarcéré dans plusieurs centres de détention, Bernardo a vécu, durant la plus longue partie de sa peine, avec 28 détenus de droit commun dans une cellule prévue pour 20 personnes. Une cohabitation d'autant plus insupportable que ses "camarades", dans l'espoir d'une remise de peine, lui volaient ses lettres pour les remettre à la police. Sans compter la nourriture détestable, les punaises à foison, l'humidité omniprésente, la violence des gardes...

Bernardo porte encore sur la tête, le nez et la lèvre, les traces de coups de matraque reçus le 11 avril 1998. Ce jour-là, il avait osé crier : "A bas Fidel !"

En retrouvant ses biens les plus chers ("le soleil, ma famille et l'oxygène"), notre ami, taillé comme un roc,



Bernardo et son épouse Libertad, deux semaines après sa libération, dans leur maison d'Aguada de Pasajeros

semble avoir renoué avec une forme et un moral d'acier. Deux semaines après sa libération, seuls son crâne rasé et sa voix, enrouée en permanence, trahissent les six années de cachot. Ses maux de dos chroniques, ravivés lors de son passage en camp de travail forcé, ne se réveillent que par crises.

Bernardo a retrouvé sa petite maison d'Aguada, où il vit avec ses beaux-parents, sa nièce de 12 ans et sa femme. Devenue son épouse cinq ans avant l'arrestation, Libertad, 43 ans, catholique engagée, a attendu son mari, frêle mais solide...

Le matin de sa libération, le premier coup de fil fut pour elle : "Nous nous sommes donné rendez-vous à l'église pour prier. C'était une promesse que nous nous étions faite." Quatre jours plus tard, Bernardo partait pour la capitale, La Havane, à 140 km. "Il fallait absolument que je rende visite à la famille, aux amis, et que je signe le projet Varela." En donnant ainsi sa voix à cette

initiative porteuse d'espoir, Bernardo redéfinit sa priorité : continuer à défendre avec acharnement les droits des opprimés.

Il y a quinze ans, le destin du jeune homme, élevé au lait de la révolution cubaine, semblait prendre une tout autre direction. Engagé comme policier à la sécurité d'Etat, il avait pour mission de surveiller les militants des droits de l'homme pour les dénoncer au régime. Mais en 1988, son frère meurt, à 17 ans, d'un problème de cœur, faute de soins. Le policier prend alors conscience du mensonge sur lequel est construite la "révolution". Et, sur la tombe de son frère, le jeune Cubain jure de "lutter contre le communisme jusqu'à (sa) mort".

Il se branche alors régulièrement sur *Radio Marti*, qui émet à Cuba depuis Miami (Etats-Unis), où vivent plus d'un million de ses compatriotes émigrés. Moins de deux ans plus tard, il quitte la police et devient employé des chemins de fer.

## Cuba

En 1996, il fonde l'agence de presse indépendante *Linea sur* (Ligne sud). Il consigne toutes les violations des droits de l'homme et les signale à une agence de presse de Miami.

**En prison, Bernardo continue d'être vigilant.** Dans le Nouveau Testament qu'il s'est procuré en soudoyant un gardien, il note les tracas de la vie quotidienne. Au fil des pages, ses annotations se mêlent aux textes des Évangiles. Extrait : "Vendredi 27 novembre 1998. Ce matin, le détenu de droit commun Alexis Gonzalez Ibanez a jeté son morceau de viande par terre. Les gardiens ont alors appelé la garnison et l'ont emmené dans leur bureau. Ils lui ont fait nettoyer le sol jusqu'à l'éxténuer. Le lendemain, il s'est mis en grève de la faim."

**A sa sortie de prison,** Bernardo a souhaité retrouver son poste d'employé des chemins de fer. Les autorités ont refusé. **Il reprend donc sa "mission" de journaliste indépendant.** D'où sa joie de récupérer le papier venu de France, outil de travail presque introuvable à Cuba. S'il pose de temps à autre son index sur ses lèvres pour rappeler à son interlocuteur que les murs cubains ont des oreilles, Bernardo, surveillé par la police, semble avancer bille en tête.

**Prudent ? "Je n'en suis pas sûre"**, confie Libertad en levant les yeux au ciel. L'épouse, qui vient de retrouver son mari deux semaines avant leur anniversaire de mariage (11 ans), tremble à chaque instant : "J'ai peur qu'il retourne en prison !" Seule solution : l'exil. En 1997, avant l'arrestation de Bernardo, le couple avait déposé une demande d'exil en Espagne. Les événements ont interrompu l'affaire.

**Aujourd'hui, ils demandent aux États-Unis de les accueillir.** Ils souhaitent partir tous les deux, accompagnés de la maman de Bernardo, âgée et malade. De là-bas, le Cubain, enfin libre, pourra continuer à apporter sa pierre au seul projet qui le motive aujourd'hui : "La liberté pour le peuple tout entier."

Sophie Autignac

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

<sup>1</sup> Le Projet Varela a été lancé par Oswaldo Paya Sardiñas, président du Mouvement chrétien de libération, un parti (illégal) d'opposition. Cette pétition réclamait à l'Assemblée nationale l'organisation d'un référendum sur l'amnistie des prisonniers politiques et la mise en place d'une société pluraliste. En respectant une procédure d'initiative populaire prévue par la Constitution cubaine, elle a recueilli plus de vingt mille signatures.



Philippe Braut

Une famille enfin réunie. Libertad, Bernardo et ses beaux-parents dans le jardin de leur maison

### CUBA • BILAN 2003

**30 journalistes incarcérés**  
**5 journalistes interpellés**  
**5 journalistes agressés**

### LE "PARRAINAGE" DES MÉDIAS

Depuis 1989, Reporters sans frontières propose à des rédactions françaises et étrangères de parrainer des journalistes emprisonnés pour avoir exercé leur métier. Les parrains sont ainsi invités à soutenir un confrère afin que son cas ne soit pas oublié et que la médiatisation de sa situation le protège de ses geôliers. En lui adressant du courrier en prison, en se rapprochant de sa famille, en protestant auprès des autorités concernées, en leur demandant régulièrement sa libération, en mobilisant les lecteurs, auditeurs, téléspectateurs et internautes sur son cas, les rédactions qui parrainent soutiennent ces hommes et femmes dont le seul crime est d'avoir voulu nous informer. Elles sont 200 dans le monde aujourd'hui.

Bernardo Arévalo Padron était soutenu par : *A Nous Paris!*, *Amiens Métropole*, *Associación de la prensa de Madrid*, *Canoa-Periodico Digital : micanoa.com*, *El dorado/Isto E*, *El Mundo*, *El Pais*, *El Punt*, *Grupo Correo (El Correo, El Diaro Vasco)*, *Imagenes americanas*, *L'Hebdo*, *La Dernière Heure*, *La Presse*, *La Tribune de Genève*, *Le Courrier Picard*, *La Gazette de Dijon*, *Le Figaro Etudiant*, *Mon Quotidien/L'Actu*, *Notre Temps*, *Paris Match*, *Pèlerin Magazine*, *Quo*, *Radio suisse Romande*, *RFO/ITV*, *RTL*.



Philippe Braut

La déposition de Libertad, l'épouse de Bernardo, en faveur du prisonnier et les photos prises à sa sortie de prison



# LE PAYS LE PLUS MEURTRIER DU CONTINENT

**Les morts de cinq journalistes figurent en tête de la longue liste des attaques que subissent les rédactions et les reporters. Tous sont aux prises avec les guérillas et les groupes paramilitaires qui se disputent le contrôle de régions entières d'où l'information est quasiment absente. Mais les agents de l'Etat ne sont pas en reste.**



Des paramilitaires en patrouille

Cinq journalistes tués, près d'une soixantaine enlevés, menacés ou agressés, plus d'une vingtaine obligés de quitter leur région, voire leur pays ... le bilan des atteintes à la liberté de la presse en 2003 est particulièrement lourd. Et encore, ces chiffres ne sont pas exhaustifs, tant les journalistes préfèrent garder le silence sur les menaces qu'ils reçoivent, de peur de se retrouver plus exposés encore.

## LES FORCES DE L'ORDRE TOUJOURS PLUS INTOLÉRANTES

Plus que les années précédentes, les élus ou les forces de l'ordre ont été mis en cause dans les attaques contre la presse. Quatre des cinq journalistes tués avaient dénoncé la corruption et les fraudes d'élus locaux, ou des violences commises par les forces de l'ordre. La mort de Luis Eduardo Alfonso, qui devait bénéficier du programme gouvernemental de protection des journalistes, pose la question des efforts des autorités pour assurer la sécurité de ces derniers.

Une situation extrême qui s'explique par la totale impunité dont bénéficient les assassins de journalistes. A ceux qui réclament justice, l'Etat fait valoir le manque de moyens et l'ampleur de la tâche dans un pays où les morts violentes se comptent par dizaines de milliers chaque année. Cependant, on peut s'interroger sur la réelle motivation des autorités à combattre l'impunité lorsque l'enquête sur

l'assassinat, en 1999, du célèbre journaliste et humoriste Jaime Garzón s'est conclue par le procès de deux truands dont tout porte à croire qu'ils n'étaient que de simples boucs émissaires. Au moins dix journalistes ont par ailleurs été interpellés, menacés, agressés ou empêchés de faire leur travail par des forces de l'ordre toujours plus intolérantes à l'égard de la presse, surtout lorsque celle-ci couvre le conflit en cours.

*Les journalistes préfèrent garder le silence sur les menaces qu'ils reçoivent, de peur de se retrouver plus exposés encore*

Par ailleurs, après l'adoption d'un "statut antiterroriste" qui remet en cause le secret des sources, le gouvernement d'Alvaro Uribe Vélez apparaît de plus en plus comme une menace potentielle pour la presse.

## CERTAINES RÉGIONS SE VIDENT DE LEURS JOURNALISTES

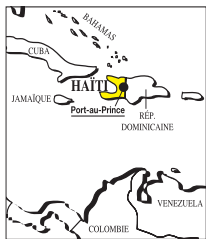
Parallèlement, les atteintes à la liberté de la presse imputables aux trois groupes armés les plus importants se sont poursuivies. Qu'il s'agisse des Autodéfenses unies de Colombie (AUC, paramilitaires), dont le principal leader reste Carlos Castaño, des guérillas des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes), dirigées par Manuel Marulanda, et de l'Armée de libération nationale (ELN, guévariste), avec à sa tête Nicolas Rodríguez Bautista, tous n'ont cessé de s'en prendre aux journalistes qu'ils soupçonnent de faire le jeu du camp adverse. Dans les régions que

contrôlent ou se disputent les groupes armés, la population n'a plus aucun accès à une information libre et fiable. Dans certaines régions, les professionnels de la presse doivent également composer avec l'armée, également soucieuse de contrôler l'information. La situation sur le terrain est souvent si compliquée que les journalistes sont dans l'incapacité de pouvoir désigner leurs agresseurs. Rosa Omaira, journaliste dans le département du Choco (Ouest) a dû quitter sa ville pour Bogotá en raison de menaces imputées aux FARC. Mais dans la capitale, ce sont les AUC, dont elle dénonçait également les exactions, qui l'ont menacée, l'obligeant à changer de domicile à plusieurs reprises. Les liens entre certains élus et les groupes armés rendent l'environnement encore plus complexe et plus dangereux pour la profession.

En Arauca, un département pétrolier situé à la frontière avec le Venezuela, la situation est devenue tout simplement invivable. Après la mort d'Efrain Alberto Varela en 2002, un deuxième journaliste a été tué en 2003, sept autres enlevés, trois interpellés, deux agressés, et un arrêté et accusé de "rébellion". Début avril, l'Arauca s'est même vidé de ses journalistes après l'apparition de leurs noms sur des "listes noires" émanant des groupes armés. Sur les seize cités, treize ont décidé de quitter la région puis sont revenus et ne se déplacent plus désormais qu'en groupes et accompagnés de gardes du corps. Une situation inédite.

## COLOMBIE • BILAN 2003

**4 journalistes tués**  
**2 journalistes incarcérés**  
**3 journalistes interpellés**  
**11 journalistes enlevés**  
**8 journalistes agressés**  
**31 journalistes menacés**



# LES MÉDIAS DANS LA TOURMENTE

Depuis l'assassinat de son mari, le journaliste Jean Dominique, en avril 2000, Michèle Montas, ancienne directrice de *Radio Haïti Inter*, est engagée dans la lutte contre l'impunité. Contrainte de fermer la station puis de quitter Haïti après un attentat dont elle a été victime à Noël 2002, elle dénonce les violences dont a été victime, en 2003, la presse haïtienne, avant que les troubles qui ont secoué le pays ne débouchent sur la démission, le 29 février 2004, du président Jean-Bertrand Aristide.



La spirale de violence a frappé des médias des deux bords

Agressions, mitraillage de domiciles ou de stations de radio, harcèlement, menaces ouvertes ou anonymes, les pressions étaient multiples. La plupart des journalistes blessés en 2003 couvraient des manifestations. Mais d'autres attaques avaient des cibles spécifiques. Ainsi, les journalistes Nancy Roc et Goudou Jean Numa de *Radio Métropole* ont vu des "chimères", comme l'on appelait les groupes de mercenaires armés progouvernementaux, tirer sur leur résidence ou tenter d'y mettre le feu. A la suite de menaces de mort, crédibles et répétées, contre les journalistes de *Radio Haïti Inter* et deux mois après l'attentat de décembre 2002 qui me visait et qui a coûté la vie à mon garde du corps, Maxime Seide, nous avons dû éteindre nos émetteurs, le 22 février, pour protéger des vies. Le 28 octobre encore, des individus armés de mitraillettes ouvraient le feu sur les locaux de la station privée *Radio Caribes*, à Port-au-Prince.

## LES JOURNALISTES VICTIMES DE L'INTOLÉRANCE

Les menaces visaient à forcer la presse à l'autocensure ou au silence. Le 3 mai, Liliane Pierre-Paul, responsable de *Radio Kiskéya*, recevait un paquet contenant une cartouche de calibre 12 mm accompagnée d'une lettre de menaces de mort. La lettre était signée d'organisations populaires proches du parti Lavalas au pouvoir et dont l'une "Domi nan Bwa" est à l'origine du meurtre du journaliste Brignol Lindor en 2001. Ces groupes armés, en guerre contre les manifestants antigouvernementaux, agressaient les journalistes accusés d'être des têtes de pont de l'opposition au président Jean-Bertrand Aristide. La spirale de violence qui s'était accrue en fin d'année 2003 a frappé des médias d'options politiques divergentes à travers leurs journalistes qui payaient les frais de l'intolérance et de l'impunité. Le 11 novembre, les locaux de la radio privée *Pyramide*, à Saint-Marc au nord de Port-

au-Prince, considérée proche du pouvoir, étaient saccagés par des opposants armés au président Aristide. Le 17 décembre, une équipe de *Radio Solidarité* était attaquée par des manifestants antigouvernementaux. Mais ces cas étaient rares alors que les agressions de chimères pro-Aristide contre journalistes et médias se multipliaient, dans un climat de violence verbale sans précédent des deux côtés.

*Les déclarations de certains parlementaires ou membres du gouvernement étaient interprétées comme une légitimation des exactions contre les journalistes*

Les déclarations contre la presse de membres influents du gouvernement et du parti au pouvoir ont été symptomatiques d'une nouvelle tendance. Alors que la liberté de la presse ne faisait l'objet d'aucune censure officielle ou restriction légale, le 21 septembre, lors d'une émission diffusée sur plusieurs radios et télévisions de Port-au-Prince, le ministre de la Justice, Calixte Delatour, et le secrétaire d'Etat à la Communication, Mario Dupuy, menaçaient d'appliquer aux médias la loi sur les télécommunications adoptée le 12 octobre 1977 par le dictateur Jean-Claude Duvalier, et rendue caduque par la Constitution de 1987 qui condamne la censure, protège les sources des journalistes et l'entreprise privée. Le 28 septembre, le député Lavalas Nahoum Marcellus accusait plusieurs stations de radio de recevoir des fonds venant de l'étranger pour mener une campagne contre le gouvernement et appelait les partisans du gouvernement à leur régler leur compte. Les déclarations de ces parlementaires ou

membres du gouvernement ou les sermons prononcés en chaire contre la presse par des prêtres pro-Lavalas, parfois même en présence du chef de l'Etat, étaient interprétés comme une légitimation des exactions contre les journalistes.

### UNE IMPUNITÉ TENACE

Dans un pays où le verbe est tout-puissant, le caractère systématique des menaces et des agressions contre la presse était alimenté par une impunité tenace. Aucun des recours en justice exercés par les journalistes victimes d'agressions n'a abouti. Aucune enquête sérieuse n'a été menée à terme par les instances judiciaires. Ce climat d'impunité était largement favorisé par la politisation de la police. L'expert indépendant des Nations unies, Louis Joinet, a souligné "l'absence d'une réelle volonté politique de lutter contre l'impunité, spécialement celle protégeant les "chimères", dont le rôle est particulièrement inquiétant pour l'avenir du pays".

*Dans un pays où le verbe  
est tout-puissant,  
le caractère systématique  
des menaces et des agressions  
contre la presse est alimenté  
par une impunité tenace*

Ce climat d'impunité était également alimenté par l'ingérence de l'exécutif dans les affaires judiciaires. Le choix délibéré de l'impunité dans les dossiers des assassinats de Jean Dominique et Brignol Lindor est certainement à l'origine de cette dangereuse spirale d'agressions brutales et délibérées contre la presse en 2003. Les commanditaires présumés des assassinats des journalistes Jean Dominique et Brignol Lindor, tués respectivement en avril 2000 et décembre 2001, circulent librement,

certaines occupant des postes importants dans l'appareil d'Etat. En 2003, les espoirs de justice se sont encore réduits.

Dans le cas de mon mari, Jean Dominique, l'ordonnance du juge d'instruction est sortie quatre mois après la tentative d'assassinat qui devait me faire définitivement taire. Cette ordonnance, signifiée près de trois ans après une instruction émaillée d'obstacles et d'incidents sanglants, ne conclut qu'à la mise en accusation d'hommes de main, détenus depuis trois ans. Confrontés au spectre d'un procès sans justice, nous avons, le 3 avril, date anniversaire de l'assassinat, interjeté appel, en Haïti, contre l'ordonnance, pour exiger la mise en accusation des commanditaires. Le 4 août, la cour d'appel de Port-au-Prince demandait l'ouverture d'une nouvelle instruction. Elle ordonnait également que trois des inculpés soient traduits en justice. Le cas est cependant temporairement bloqué en cassation par le recours de ces trois prisonniers, suspendant de fait toute nouvelle instruction.

La famille Lindor s'est elle aussi pourvue en cassation, après s'être vu refuser le statut de partie civile nécessaire pour contester les résultats de l'enquête. Menacés, plusieurs témoins du lynchage annoncé du jeune journaliste ont dû quitter le pays.

### UNE DANGEREUSE DICHOTOMIE

Alors qu'Haïti versait chaque jour un peu plus dans l'anarchie, la presse haïtienne était prise dans une dangereuse dichotomie. D'une part, une machine de propagande gouvernementale, avec un culte du chef de l'Etat sans précédent depuis la fin des dictatures, se déployait sur les médias d'Etat et certains médias privés subventionnés ou contrôlés par le pouvoir. D'autre part, certains médias privés étaient devenus partie prenante du renversement du chef de l'Etat. Cette polarisation a fait une victime importante, le droit de la population à être informée. Les faits



Jean Dominique, directeur de *Radio Haïti Inter*, assassiné le 3 avril 2000

étaient souvent outrageusement déformés ou soigneusement sélectionnés par nombre de médias partisans, couvrant essentiellement l'événementiel politique. Les manifestations de rues étaient couvertes ou ignorées en fonction des positions politiques des participants. Aux enquêtes, menées encore récemment par la presse indépendante, sur les réalités économiques d'un pays aujourd'hui exsangue, sur l'étendue de la corruption, sur une majorité paysanne confrontée à l'indifférence criminelle d'un Etat en faillite de gouvernance, se substituait malheureusement le relais pur et simple par la presse d'accusations lancées par tel ou tel responsable politique. Les tentatives périlleuses de certains journalistes de tenter de garder, au-dessus de la mêlée, un équilibre courageux en respectant les faits, en faisant les cibles de l'intolérance. C'est la presse en tant que corps qui devenait cible et avec elle, la liberté d'informer.

Michèle Montas

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)



Michèle Montas (à gauche), lauréate du Prix Reporters sans frontières - Fondation de France 2003 dans la catégorie "Défenseur des droits de l'homme"

### HAÏTI • BILAN 2003

**1 journaliste enlevé**  
**18 journalistes agressés**  
**8 journalistes menacés**

# ASIE ET PACIFIQUE PLUS DE VIOLENCES CONTRE DES JOURNALISTES PLUS AUDACIEUX

Les dictatures asiatiques ne baissent pas la garde. Avec 200 journalistes détenus en 2003, l'Asie a été, de loin, la plus grande prison du monde pour les professionnels de l'information. Les régimes communistes, mais également la dictature militaire birmane, sanctionnent ainsi les journalistes qui réclament la liberté d'expression ou dénoncent la tyrannie. D'autres pays se réclamant pourtant de la démocratie sont également à l'origine de très nombreuses arrestations.

**A**ux conditions de détention déplorables s'ajoute la pratique courante de la torture. Au Népal, des journalistes ont été victimes de la pratique du falanga (coups violents sur la plante des pieds), du submarino (immersion forcée dans une baignoire) ou de chocs électriques (essentiellement sur les organes génitaux). Certains ont été contraints de porter pendant plusieurs semaines une cagoule sur la tête. Au total, les forces de sécurité népalaises ont arrêté, détenu au secret, torturé ou menacé près d'une centaine de journalistes. Au **Pakistan**, Khawar Mehdi Rizvi a été torturé par des agents des services secrets qui l'interrogeaient sur un reportage réalisé à la frontière avec l'Afghanistan. En **Birmanie**, la torture est pratiquée au cours des premières semaines d'emprisonnement. Ensuite, les journalistes, comme les milliers d'autres prisonniers d'opinion, sont maintenus dans des conditions terribles. Après une visite à la prison d'Insein, le rapporteur spécial des Nations unies sur la Birmanie a dénoncé l'"enfer" carcéral birman.

En 2003, trois journalistes ont été condamnés à mort. En **Afghanistan**, deux responsables d'un hebdomadaire indépendant qui avaient demandé un régime laïc pour leur pays ont été la cible d'une fatwa lancée par des religieux. En Birmanie, Zaw Thet Htwe, rédacteur en chef d'un journal consacré au football, a été condamné à la peine capitale par un tribunal militaire sous la fausse accusation de "tentative d'assassinat de dirigeants de la junte militaire". Au Pakistan, le directeur de publication Rehmat Shah Afridi croupit depuis plusieurs années dans une prison de Lahore après avoir été condamné à la peine de mort à l'issue d'un procès truqué.

---

*Au Népal, les forces de sécurité ont arrêté, détenu au secret, torturé ou menacé près d'une centaine de journalistes*

---

La **Corée du Nord**, quant à elle, ne connaît aucune forme de pluralisme de l'information. Tous les médias sont dédiés au culte de la personnalité de Kim Jong-il.

La répression s'exerce parallèlement à un essor des médias. L'Inde connaît ainsi une croissance record du nombre de télévisions et de radios privées. Le développement des médias indépendants, notamment électroniques, est une tendance lourde en Asie. Les journalistes, qui font preuve de plus de courage et adoptent des standards d'information modernes, se trouvent plus régulièrement confrontés à la violence et aux menaces. Fait nouveau, en **Chine**, les agressions de journalistes se sont multipliées. Des fonctionnaires locaux, des agents de sécurité privés ou des délinquants supportent mal les enquêtes de reporters poussés par leurs rédactions à sortir des scoops dans un contexte de concurrence entre médias.

Aux **Philippines**, sept journalistes, la plupart reporters ou chroniqueurs de radios locales, ont été assassinés par des tueurs à gages, notamment sur l'île de Mindanao (Sud). Et le bilan 2003 aurait pu être beaucoup plus lourd : pas moins de cinq autres journalistes ont échappé à des tentatives de meurtre. L'impunité

dont bénéficient les assassins ne participe pas à endiguer la violence contre la presse, qui n'avait jamais atteint un tel niveau depuis 1987.

### SEIZE JOURNALISTES ASSASSINÉS

Au total, seize journalistes sont morts en Asie en 2003 dans l'exercice de leur fonction. Reporters sans frontières continue à enquêter sur une quinzaine d'autres cas. Il est en effet souvent difficile de connaître les raisons exactes de meurtres où s'entremêlent journalisme, politique et affaires privées. D'autant plus que la police arrive très rarement à mettre la main sur les coupables. Au **Japon**, un journaliste indépendant a été tué, vraisemblablement pour ses enquêtes sur les mafias chinoises. Au **Cambodge**, l'animateur d'une radio royaliste a été abattu. Il est l'une des victimes d'une vague d'assassinats d'opposants au Premier ministre Hun Sen. La police, aux ordres, n'a fait aucun effort pour arrêter les meurtriers et identifier les commanditaires.

Les conflits régionaux ont également fait des victimes dans les rangs de la presse. En **Inde**, deux journalistes sont morts pour leur couverture du conflit au Cachemire. L'un, directeur d'une agence de presse locale, a été assassiné dans son bureau. Un troisième journaliste a été enlevé dans la région d'Assam (Nord-Est) par des rebelles. Il aurait été exécuté.

La guerre en Aceh, relancée par l'armée indonésienne en 2003, a coûté la vie à un reporter et à un cameraman de télévision. Ersa Siregar a été tué par des tirs de l'armée alors qu'il était détenu par les rebelles séparatistes depuis plus de six mois. En Birmanie, c'est un photographe proche de la Ligue nationale pour la démocratie qui a été assassiné par des nervis de la dictature lors de l'attaque, en mai, du convoi d'Aung San Suu Kyi.

En 2003, au moins 600 journalistes ont été agressés ou menacés. Avec plus de 200 agressions et menaces de mort, le niveau de violence a encore augmenté au **Bangladesh**. A travers les agissements des militants politiques, notamment du parti au pouvoir, et des délinquants, c'est la possibilité pour les journalistes de couvrir librement des sujets cruciaux, notamment la corruption et la collusion entre les politiques et le crime organisé, qui est menacée. Dans une moindre proportion, les journalistes afghans, libérés du carcan taliban, doivent toujours affronter les menaces des hommes de main des chefs de guerre. En mars et en avril, dans un climat politique tendu, les conservateurs afghans ont menacé de représailles une dizaine de journalistes indépendants. Au Népal, c'est plus particulièrement sous la menace des forces de sécurité et des maoïstes que travaillent les correspondants en province.

### LA CENSURE, UN VÉRITABLE FLÉAU

Plus de 190 médias ont été frappés par la censure. Les gouvernements et la justice disposent d'un arsenal impressionnant, renforcé dans une dizaine de pays par des lois antiterroristes adoptées après le 11 septembre 2001, qui leur permettent de sanctionner un média coupable d'avoir diffusé une information jugée "subversive" ou dangereuse pour la sécurité de l'Etat. En Chine, le département de la propagande ne s'embarrasse pas

de la loi. Les journalistes qui gênent, notamment ceux des groupes de presse libéraux du sud du pays, sont écartés des rédactions. Le régime de Pékin a de cette façon interdit à la presse de rapporter l'épidémie de SRAS au cours des premiers mois de 2003.

En Afghanistan, la Cour suprême, bastion du conservatisme, a interdit les chaînes de télévision étrangères. En Indonésie, l'armée a utilisé la loi martiale pour imposer un black-out de l'information sur la guerre dans la province d'Aceh. Un hebdomadaire local a notamment fermé suite aux menaces exercées sur son directeur.

Les ondes font également peur aux dictatures. Alors que la Corée du Nord dénonce les radios étrangères qui émettent en coréen comme des "ennemis à la solde des impérialistes", la Chine continue à brouiller les fréquences des services en chinois de la *BBC World Service* ou de *Radio Free Asia*. Les sites Internet de ces médias, et de beaucoup d'autres organisations, sont interdits d'accès aux internautes chinois.

L'une des mauvaises nouvelles de l'année 2003 est venue de **Thaïlande**. Le Premier ministre Thaksin Shinawatra a tout fait pour faire taire les voix critiques, avec la complicité de l'armée qui détient de nombreux médias électroniques. La presse en Thaïlande reste pourtant d'une qualité supérieure à celles des

pays voisins, notamment le Laos et la Birmanie. Dans ces deux pays, les médias sont une caricature de médias de propagande. En Birmanie, une dizaine de magazines privés tentent d'informer la population, mais doivent compter avec la censure préalable des autorités militaires. Au contraire, **Taiwan** s'affirme chaque année davantage comme un pays leader

en termes de liberté de la presse en Asie.

En **Malaisie**, à **Singapour** et dans le sultanat de **Brunéi**, les autorités appliquent avec plus ou moins d'acharnement l'idéologie conservatrice des "valeurs asiatiques" qui exclut la liberté de la presse. Les médias de ces pays peuvent parler assez librement de la situation internationale ou économique, mais les sujets sensibles de politique intérieure sont proscrits. Aux **Maldives**, le président Maumoon Abdul Gayoom, réélu en octobre avec 90,28 % des voix, tolère très mal les critiques de la presse.

Au Japon, le gouvernement et les grands médias maintiennent coûte que coûte le système des kisha clubs (clubs de la presse) qui interdit aux journalistes étrangers et indépendants d'accéder aux sources officielles d'information. En **Corée du Sud**, le président Roh Moo Hyun ne cesse de critiquer la presse conservatrice, sans pour autant prendre de mesures contraignantes à l'égard de ses grands quotidiens.

Dans le Pacifique, la liberté de la presse a été malmenée par la monarchie des **Tonga**. Le roi a modifié la Constitution pour interdire définitivement le seul hebdomadaire indépendant. En **Australie**, le gouvernement conservateur continue à empêcher les journalistes de couvrir la situation des réfugiés parqués dans des camps sur le territoire national ou dans des pays voisins.

Le développement des radios communautaires et des stations FM est une note d'espoir pour la liberté d'informer en Asie. En Inde, en Indonésie ou en Thaïlande, elles permettent à des millions d'auditeurs d'être informés et de pouvoir s'exprimer librement.

**Vincent Brosnel**

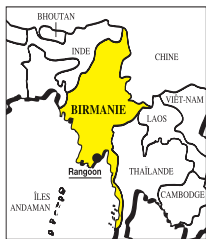
Responsable Asie de Reporters sans frontières

Pour plus d'informations, pays par pays : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

---

*Le développement des radios  
communautaires et des stations FM  
est une note d'espoir pour la liberté  
d'informer en Asie*

---



# AU PAYS DE LA CENSURE IMPLACABLE

Agée de 88 ans, Ludu Daw Amar est la plus célèbre des journalistes birmanes. Elle a passé plus de cinquante ans de sa vie à affronter les censeurs.

Comme tous ses confrères, elle est tenue de faire approuver chacun de ses textes avant leur parution.

La doyenne de la presse, Ludu Daw Amar, déclarait récemment au magazine *Irrawaddy* (publié en Thaïlande) à propos des journalistes birmans : “Nous ne pouvons rien écrire librement, il n’existe aucune liberté de la presse et le bureau de la censure est très restrictif.” Pour éviter de voir ses articles et ses éditoriaux dénaturés, elle a choisi d’écrire sur la culture et la société birmane. Mais là encore, la censure frappe. Récemment, un de ses articles sur l’épidémie de sida en Birmanie a été interdit.

## “DESCRIPTIONS VRAIES MAIS INOCCASIONNELLES”

La Birmanie est l’un des rares pays au monde où s’applique la censure avant publication, exercée par le Comité de contrôle des œuvres littéraires. Toute critique de la junte est interdite. Tout sujet qui fâche les généraux aussi, et ils sont nombreux : droits de l’homme, sida, trafic de drogue, corruption, etc. Pour avoir publié des articles, voire des mots, jugés “incorrects”, au moins sept magazines ont été fermés temporairement en 2002. Selon la Loi sur l’autorisation des imprimeurs et éditeurs (*Printers and Publishers Registration Law*) de 1962, peut être censurée toute publication qui comporte “des idées incorrectes”, “des descriptions fausses”, “des descriptions vraies mais inopportunes”, “des écrits pornographiques”, “des écrits incitant au crime, à la cruauté”, “des diffamations ou calomnies”. Les contrevenants risquent jusqu’à sept ans de prison et plus de 5 000 euros d’amende.

Chaque samedi, le comité de censure, dirigé par le major Aye Tun (ancien officier des services secrets militaires - MIS), décide de ce qui sera ou non publié. Chaque trimestre, le comité envoie au ministre de l’Intérieur et au chef du MIS un rapport sur les activités des médias. Régulièrement, le comité requiert des éditeurs et des rédacteurs en chef qu’ils

lui soumettent leurs curriculum vitae, faute de quoi les journaux sont sanctionnés. En août 2003, les services secrets ont exigé des médias privés que leur soient fournies les biographies de chacun des membres de leur rédaction. Ils suspectent des journalistes proches de l’opposition de publier des articles sous des pseudonymes.

## BLACK-OUT SUR LES SUJETS SENSIBLES

La censure est l’un des rouages du régime de terreur imposé par la junte. Elle est en mesure de décréter un véritable black-out sur certains sujets. Ainsi, en février 2003, le Comité de contrôle des œuvres littéraires a interdit tout article relatif à la grave crise bancaire que traverse la Birmanie. Les directeurs des principaux hebdomadaires privés du pays ont été convoqués et menacés de représailles si la crise financière était abordée dans leurs colonnes. Selon les officiels, cette décision avait

*La censure est l’un des rouages du régime de terreur imposé par la junte*

pour but “d’empêcher l’exacerbation de la crise et d’endiguer les rumeurs”. “J’ai écrit trois articles sur le sujet. Ils ont tous été rejetés. C’est très frustrant”, avait alors confirmé à Reporters sans frontières un journaliste basé à Rangoon. En mai 2003, le régime a également imposé aux médias le silence sur la nouvelle arrestation d’Aung San Suu Kyi, dirigeante de la Ligue nationale pour la démocratie, et le massacre d’une centaine de ses militants par des sbires du régime.

La censure a par ailleurs vocation à sanctionner les journalistes désobéissants. En mars 2003, le Comité de contrôle des œuvres littéraires a ainsi interdit la publication des articles de l’historien birman



Ludu Daw Amar

Than Tun. Cette décision faisait suite aux déclarations de ce dernier sur le service birman de *Radio Free Asia* (basée à Washington) au sujet de trois éléphants blancs récemment découverts dans l’ouest du pays. La propagande de la junte militaire affirmait que cette découverte était un signe très encourageant pour la prospérité du pays. L’historien rétorquait qu’il n’existait “aucune relation entre les éléphants blancs et le développement du pays”. Selon le mensuel *Irrawaddy* (publié en Thaïlande), la sanction infligée à Than Tun serait également liée aux articles que ce dernier avait publiés, dans le mensuel *Klaya*, sur la gestion du pays au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les censeurs leur reprochaient de faire allusion à la situation actuelle.

Les rares journaux publiés dans les provinces subissent un double contrôle. Après avoir obtenu le feu vert du bureau de la censure à Rangoon, l’éditeur doit passer par l’antenne locale. Selon l’un d’eux, originaire de l’Etat Mon, il faut attendre en moyenne un mois pour obtenir l’accord définitif. “La censure locale va même jusqu’à contrôler les calendriers”, précise ce journaliste.

Certains magazines privés de Rangoon, notamment *Sabaibhyu* (Jasmin blanc) et *Thought* (Pensée), réussissent néanmoins à publier des articles sur la politique, l’économie ou la culture qui tranchent avec les rengaines propagandistes et lénifiantes de la presse favorable à la junte militaire.

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)



# L'AUTO-CENSURE EST LA RÈGLE

Avant de fuir Rangoon pour les Etats-Unis en 2001, Tin Maung Than était directeur du magazine birman *Thinbawa* (Notre vie). Pour Reporters sans frontières, il est revenu sur son expérience de la censure exercée par les militaires.

## Quelles sont les conséquences de la censure sur la façon de travailler des journalistes ?

Aucun journaliste ou directeur de publication ne veut que la diffusion de son journal soit retardée. L'autocensure est donc la règle. Ce système est profondément ancré dans l'esprit de chacun. Avant même de coucher un mot sur le papier, notre inconscient, qui connaît l'existence de la censure, fait frein à l'écriture : dans l'approche, la présentation, le choix des mots, la formation des phrases, des paragraphes, etc. Parfois, même les idées avortent.

## Comment l'avez-vous vécu ?

Le jour où j'ai pris conscience que l'autocensure relevait d'une soumission involontaire ou d'un conditionnement, j'étais sous le choc. Ma première réaction devant ce constat amer de ma ressemblance avec le chien de Pavlov a été la dénégation, alors que j'avais toujours trouvé une multitude d'excuses pour m'abriter derrière les illusions de l'oppression. Mais la vérité était devenue trop dure à ignorer. Ensuite, j'ai ressenti de la colère, de la haine, et du dégoût de moi-même. Ce passage d'un paradigme à l'autre impliquait une lutte contre soi-même d'ordre à la fois intellectuel et émotionnel, qui nécessite de se battre contre son ego, son entendement, sa moralité et sa conscience. Tous les journalistes et directeurs de publication birmans n'ont pas affronté cette expérience. Mais pour certains, c'est le cas. Puis ils ont découvert ce que j'ai appelé la "zone grise", qui recouvre tout ce que la censure ne juge pas "noir", mais que les lecteurs reçoivent comme tel, c'est-à-dire très critique vis-à-vis du régime. C'est dans cette zone grise que les directeurs de publication et les rédacteurs peuvent survivre avec fierté et bonheur contre la répression imposée par le régime.

## Comment fonctionne la censure ?

Une métaphore peut suffire à en expliquer le fonctionnement.

Une fille passe devant un homme. Elle est si belle que l'homme ne peut s'empêcher de s'exclamer : "Ah ! elle est si belle." Soudain, il se donne une gifle. Puis il en reçoit une deuxième. Il est surpris de se retrouver confronté à une femme étrange et en colère à qui il demande :

- "Qui êtes-vous ? Pourquoi m'avez-vous giflé ?"

- Pourquoi ? Vous n'avez pas compris ? L'homme est troublé.

- "Vous avez dit qu'elle était belle, n'est-ce pas ?"

- Oui, je l'ai dit. N'est-elle pas belle ?"

La femme lui donne une autre gifle.

- "Alors vous avez voulu dire que moi, je suis laide."

En Birmanie, la censure, c'est cette femme en colère.

La censure est arbitraire. Un jour, nous avons réalisé un reportage sur des adolescents birmans. La censure officielle n'appréciait pas ces adolescents, qui portaient des jeans, des T-shirts, aimaient le hard rock, la bagarre et l'ouverture au monde.

*"J'ai ressenti de la colère, de la haine, et du dégoût de moi-même"*

Le bureau de censure a donc fait des coupes ici et là dans le reportage pour finir par le supprimer tout entier. Le bureau nous a alors demandé de cesser d'écrire sur les cultures étrangères, et de nous intéresser à la tradition birmane.

## La censure s'intéresse-t-elle seulement aux articles des journaux ?

Non, je me souviens même qu'une publi-

cité a été censurée. Mon ami avait suivi les cours de préparation à un examen d'anglais ouvrant l'entrée aux universités américaines (American SAT). Il en a fait la publicité dans le journal : "SAT - l'examen pour entrer dans les universités et écoles américaines". Quand le journal est paru, nous n'avons plus trouvé que trois lettres sur la publicité : SAT. La raison qui nous a été donnée : les universités sont fermées en Birmanie.

Quand le censeur pensait qu'un ouvrage était de nature politique, le livre faisait l'objet d'un traitement particulier. En 1987, un de mes amis a écrit une biographie de Gorbatchev, le dernier dirigeant soviétique de la guerre froide, et remis son manuscrit au bureau de censure. Ils ont considéré qu'il s'agissait d'un texte politique et soumis le cas - chaque manuscrit et chaque publication est appelé "cas" - au ministère de l'Intérieur. Depuis, Gorbatchev n'exerce plus ses fonctions ; deux ministres de l'Intérieur sont partis à la retraite ; mon ami a quitté ce monde. Mais le manuscrit est toujours au bureau de censure.

## Qui sont les responsables du bureau de censure ?

A l'époque où je vivais en Birmanie, le directeur et son adjoint étaient des militaires, des anciens commandants. Assez souvent, ils venaient des services secrets de l'armée. En fait, la décision finale venait du bureau des services secrets de l'armée.



## UN JOURNALISTE SPORTIF CONDAMNÉ À MORT

Zaw Thet Htwe, rédacteur en chef de *First Eleven* (Le meilleur onze), l'hebdomadaire sportif le plus populaire de Birmanie, a été condamné, le 28 novembre 2003, à la peine de mort par un tribunal militaire sous la fausse accusation de "tentative d'assassinat de dirigeants de la junte militaire".

En juillet, des agents des services secrets militaires étaient venus l'arrêter dans les locaux de sa rédaction. Après avoir été frappé et menotté, il avait été conduit dans un centre des services secrets où il avait été torturé. Les militaires, qui jalourent le succès de ce journal, très rentable, lui reprochent ses articles critiques de la gestion du football birman.

Peu avant son arrestation, Zaw Thet Htwe avait publié un article sur un don de la communauté internationale destiné à promouvoir le football en Birmanie. *First Eleven* s'interrogeait sur la façon dont cet argent avait été utilisé.



# LETTRE À KHAWAR

**Le 16 décembre 2003, Marc Epstein et Jean-Paul Guilloteau, du magazine français *L'Express*, sont arrêtés à Karachi à leur retour de la région frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan où ils ont réalisé un reportage sur des groupes taliban. Leur condamnation à six mois de prison est finalement commuée en amende.**

**Le 14 janvier 2004, ils quittent le Pakistan alors que leur collaborateur, le journaliste pakistanais Khawar Mehdi Rizvi, est porté disparu. Kidnappé par les services secrets, il ne réapparaît que le 25 janvier, après avoir été torturé. Les autorités l'accusent d'avoir aidé les journalistes français à "préparer un faux reportage pour nuire au Pakistan". Il risque la prison à vie. Fin février, Marc Epstein lui adresse en pensée cette lettre.**

Où es-tu Khawar Mehdi Rizvi ? Je n'arrête pas de t'adresser la parole. Dans mon sommeil en particulier. La dernière fois que je t'ai aperçu, tu étais assis dans un fauteuil du hall d'entrée de l'hôtel Avari Towers, à Karachi, dans le sud du Pakistan. C'était le 16 décembre 2003, vers 20h45. Tu étais en grande discussion avec un homme ; l'un de tes amis, sans doute. Moins d'une heure plus tard, sept inconnus sont entrés dans notre chambre, au 8<sup>e</sup> étage. Ils ont emmenés mon confrère photographe, Jean-Paul Guilloteau, et moi-même. Tu n'étais pas avec nous à ce moment précis. Tu as été arrêté, mais j'ignore quand et à quel endroit.

Nous savions bien qu'une visite de la police pakistanaise était imminente. Deux jours plus tôt, nous avons été interpellés une première fois, le long de la route qui mène à Karachi. Nous arrivions de la province du Balouchistan, à l'Ouest. Là-bas, dans la région frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan, nous avons rencontré un groupe de taliban actif dans la région. Tu étais notre guide et interprète - notre "fixer", selon le jargon du métier. Tu n'aimais pas beaucoup ça, hein, Khawar ? Seulement voilà, quand on est un journaliste pakistanais, intelligent et débrouillard, avec des projets plein la tête, l'accompagnement des confrères étrangers est l'un des meilleurs moyens de gagner rapidement quelques dollars, tout en vivant de son métier... A l'automne 2001, après les attentats du 11 septembre, tu as été le "fixer" de dizaines de

journalistes, plusieurs mois durant. Au début de l'année suivante, cela t'a permis d'acheter, à Paris, à la Fnac de la rue de Rennes, une magnifique caméra vidéo. De quoi devenir un journaliste de télévision à ton tour. Ton documentaire sur la condition des femmes pachtounes n'a-t-il pas été diffusé par *Arte* ?

Plus récemment, après avoir aidé à

---

*"Accusé de sédition,  
tu risques la prison à vie.  
C'est dégueulasse"*

---

l'ouverture d'un hôpital pour enfants démunis, à Peshawar, tu cherchais à regrouper les journalistes des zones tribales, proches de la frontière afghane. Pour le compte d'une fondation allemande, tu les as réunis à Islamabad, trois jours durant. Dans un hôtel proche de l'aéroport, des intervenants sont venus leur parler des techniques de reportage et d'interview. D'autres ont évoqué le secret des sources et les bases de l'éthique journalistique. Ces confrères, tu les as encouragés à communiquer davantage entre eux, par Internet en particulier. Tu voyais dans cette association un moyen de les émanciper, autant que faire se peut, de la tutelle des chefs tribaux. C'était aussi, pensais-tu, un bon moyen pour créer, à terme, une agence de presse spécialisée. C'est du Khawar tout craché une idée

pareille. Généreuse, pratique, ambitieuse. Très risquée, aussi : comment imaginer que les seigneurs de guerre et les puissants en tous genres te laisseraient faire ? Comment croire qu'ils pourraient voir d'un bon œil ce projet qui revenait à saper leur autorité ? Mais tu n'es pas le genre d'homme qui se laisse freiner par des considérations de cet ordre. "Adviennne que pourra"...

Depuis la mi-décembre, alors, je ne te vois plus. Tu as disparu. Avec mon confrère photographe, nous avons été arrêtés et condamnés à six mois de prison ferme. Puis, une procédure en appel nous a valu une simple amende. Un mois après notre arrestation à Karachi, nous étions de retour parmi les nôtres, à Paris. Toi, pendant ce temps-là, tu étais gardé au secret pendant 40 jours, paraît-il, avant de réapparaître dans un poste de police de Quetta, dans l'ouest du pays. A un journaliste, croisé dans un couloir, tu as confié que tu avais été "sévèrement torturé sur le plan psychologique". J'en déduis que des salauds se sont succédés dans ta cellule pour t'annoncer diverses horreurs. Depuis, j'ai parfois l'impression de les entendre, moi aussi.

A Islamabad, le général Musharraf a accordé son pardon au bon Dr Khan, "héros de la nation", dit-il, et principal maître d'œuvre du plus gros réseau de prolifération nucléaire jamais découvert. Un "fixer" de ton genre aura-t-il droit à la même clémence ? Toi, tu as aidé un journaliste étranger à faire son métier. A l'heure

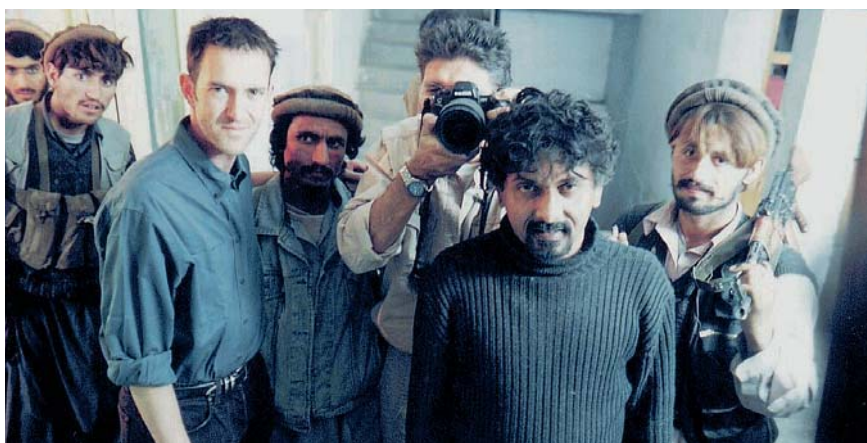
où j'écris ces lignes, cher Khawar, tu attends ton procès. Accusé de sédition, tu risques la prison à vie. C'est dégueulasse.

L'autre jour, ton frère t'a apporté quelques couvertures. J'espère que tu n'as pas trop froid, surtout la nuit, dans ta cellule. Pour ma part, je compte t'envoyer un livre dont nous avons parlé ensemble, quelques heures avant notre interpellation. J'espère qu'il te plaira.

Je fais ce que je peux pour te sortir de là. Avec des confrères et des amis de Reporters sans frontières, Amnesty International, Human Rights Watch et autres, nous avons créé un site web, [www.freekhawar.org](http://www.freekhawar.org), qui abrite une pétition en ta faveur. Nous prenons d'autres initiatives, aussi, plus discrètes.

Je repense souvent aux reportages que nous avons effectués ensemble. A Kaboul, sous les taliban. Le long de la vallée de la Kunar, dans le nord de l'Afghanistan, quand les troupes de l'Alliance du Nord se sont emparées du pouvoir. Je ne te connais pas si bien que ça. Nous avons le même âge. Et une approche du reportage assez proche : nous faisons beaucoup confiance au hasard, toi et moi, mais le hasard, ça s'organise.

Je t'ai adopté, Khawar Mehdi Rizvi. Je ne ressens aucune culpabilité pour ce qui t'arrive. Tu es un journaliste adulte, ô combien, qui savait très bien dans quelle région nous nous rendions et à quelles fins. Je m'en veux, toutefois. Car les autorités pakistanaises te reprochent, pour l'essentiel, une série d'images vidéo que



Khawar Mehdi Rizvi (au centre) aux côtés des deux journalistes de *L'Express*

j'ai tournées moi-même, à mon initiative et avec ma propre caméra. Si je n'avais pas fait ce film, destiné au site Internet de *L'Express*, tu serais un homme libre, sans doute.

Voilà pourquoi cette histoire place sur mes épaules une responsabilité absolue : je dois tout faire, vraiment, pour te sortir de là le plus vite possible. C'est pour moi, dans ce contexte, un devoir impératif.

Marc Epstein

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

#### PAKISTAN • BILAN 2003

**4 journalistes incarcérés**  
**10 journalistes interpellés**  
**17 journalistes agressés**



# DU SILENCE À LA PROPAGANDE

L'arrivée au pouvoir de la quatrième génération de dirigeants communistes, avec à sa tête le président Hu Jintao, n'a pas eu en 2003 un réel impact sur la liberté de la presse. Les autorités se sont engagées dans une vaste réforme économique du secteur des médias, mais le contrôle sur le contenu de l'information reste la règle.



Le contrôle des médias demeure l'obsession du gouvernement chinois. Sa gestion médiatique de la crise de SRAS a été à cet égard très révélatrice. A plusieurs reprises, lors de l'épidémie, le Département de la publicité (anciennement de la propagande) a sanctionné des journalistes qui enquêtaient sur les mensonges et les insuffisances des autorités. Après avoir interdit pendant plusieurs mois la publication d'articles relatifs à l'épidémie, les autorités ont, du jour au lendemain, engagé les médias dans une cam-

*Une équipe de la chaîne France 2 a été interpellée pour avoir tourné des images de vaccinations de poulets lors de la grippe aviaire*

pagne de propagande et de mobilisation nationale pour lutter contre le fléau. Parce que la gestion gouvernementale de l'épidémie a provoqué des critiques de la presse, certains observateurs ont affirmé que la presse s'était découvert de nouvelles ardeurs d'indépendance. Un correspondant étranger en poste à Pékin relativise : "Nous sommes passés, en quelques semaines, du silence à la propagande, en passant par l'autocritique. Rien



Le cyberdissident Yang Zili condamné à 8 ans de prison

qui ressemble vraiment à la liberté de la presse". Pour preuve, en janvier 2004, Cheng Yizhong, rédacteur en chef du quotidien *Nanfang Dushi Bao* (Les nouvelles de la métropole du Sud), a été interpellé pour avoir révélé un nouveau cas de SRAS dans le sud du pays.

## LES AGRESSIONS SE SONT MULTIPLIÉES

En 2003, comme jamais, les jeunes journalistes ont bousculé les limites de la censure et de l'autocensure. Mais le Parti veille. La rédaction de l'hebdomadaire

*Nanfang Zhoumo*, fer de lance depuis plusieurs années du journalisme d'investigation, a de nouveau été décapité par le gouvernement pour ses articles jugés trop indépendants. Faute de pouvoir s'exprimer dans les médias traditionnels, l'opposition démocrate a fait d'Internet son espace d'expression privilégié. Mais la répression fait rage. Une cinquantaine de cyberdissidents sont actuellement emprisonnés pour avoir réclamé la démocratie ou dénoncé les abus des autorités.

La presse, très dynamique, se modernise et les journalistes se risquent plus régulièrement à des enquêtes sur les pro-

blèmes sociaux. Avec pour conséquence la multiplication des agressions à leur rencontre. En octobre 2003, un journal a révélé que plus d'une centaine de journalistes chinois avaient été agressés depuis le début de l'année. Des violences perpétrées par des vigiles, des policiers ou des délinquants, gênés par les enquêtes des journalistes.

Le secteur de la télévision est sous la tutelle de l'Etat par l'intermédiaire de la *Télévision chinoise centrale* (CCTV) qui exploite douze chaînes différentes. Les programmes d'informations sont essentiellement tournés vers la politique nationale, les activités des dirigeants et les

---

*Les autorités ont interdit pendant des mois tout article relatif à l'épidémie de SRAS*

---

campagnes idéologiques. CCTV a couvert en direct le début de la guerre en Irak grâce à des dizaines de correspondants envoyés dans la région du Golfe. Une première pour la télévision chinoise. Mais les commentaires ne reprenaient que la position officielle du gouvernement chinois, opposé à la guerre.

### LES JOURNALISTES ÉTRANGERS RESTENT SOUMIS À UN STRICT CONTRÔLE

Bien que le gouvernement de Pékin ait promis de laisser les journalistes étrangers travailler librement lors des Jeux olympiques de Pékin de 2008, les correspondants ou les envoyés spéciaux sont toujours soumis à un contrôle très strict. Le Parti communiste chinois dénie aux correspondants étrangers le droit d'enquêter librement sur la dissidence, les mouvements religieux clandestins, la corruption, le sida, les grèves ouvrières, la situation des réfugiés nord-coréens, les catastrophes naturelles ou les séparatismes tibétains et ouïghours. Un photographe sud-coréen, Jae-Hyun Seok, a été condamné à deux ans de prison pour avoir réalisé un reportage sur le sort des Nord-Coréens qui fuient leur pays. Plus récemment, une équipe de la chaîne *France 2* a été interpellée pour avoir tourné des images de vaccinations de poulets lors de la grippe aviaire. Ils n'avaient pas d'autorisation...

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

# DANS LES GRIFFES DES POULETS

**Filmer des oies et des poulets en train d'être vaccinés est-il un acte subversif au sein de "la ferme des animaux" ? Les autorités chinoises pensent que oui. Face au refus répété du ministère de l'Agriculture de nous accorder des permissions de tournage dans les régions touchées par la grippe aviaire, nous nous sommes orientés banalement vers la campagne pékinoise.**

A 50 kilomètres de la capitale, c'est déjà un autre monde. Ce 4 février 2004, nous sommes très bien accueillis chez un paysan qui possède douze poulets et cinq oies. Il a été informé la veille seulement de l'existence de la grippe aviaire en Chine. Il n'a ni télé, ni radio, ni journaux. C'est le vétérinaire de passage qui l'avertit du risque et vient vacciner ses volailles. Nous filmons sans problème. L'ambiance simple et bon enfant nous pousse à demander au vétérinaire de le suivre dans sa tournée. Il juge pourtant utile d'en informer ses supérieurs, ce qui nous vaut, dans les minutes qui suivent, de voir arriver le secrétaire local du Parti, le chef du village et, bien sûr, la police qui nous reproche de filmer sans permission et sans être accompagnés. "Mais ça n'est qu'une vaccination de poulets !" Ils ne veulent rien savoir ; notre tournage doit s'arrêter là.

En fait la grippe aviaire est un phénomène hautement politique en Chine. Un peu comme les inondations. "Celui qui contrôle les fleuves contrôle aussi le pays", dit un proverbe. Alors celui qui ne contrôle pas !

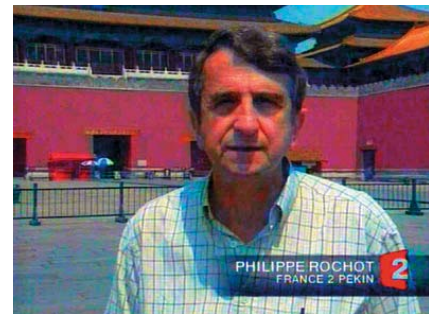
---

*La police nous reproche de filmer sans permission et sans être accompagnés*

---

Direction le poste de police : téléphone, vérification d'identités. Deux policiers remplissent à notre place un questionnaire, réponses comprises.

- Aviez-vous la permission de faire ce reportage ? Non !
- Reconnaissez-vous avoir filmé les poulets ? Oui.
- Reconnaissez-vous avoir réalisé un reportage clandestin ?



Nous tentons de négocier sur les termes. Je n'ai pas l'impression d'être clandestin en filmant des volailles dans la campagne autour de Pékin. Mais le temps passe. Ils n'ont pas confisqué les cassettes. Il reste une chance de monter au moins cette ébauche de reportage. Je signe.

L'interrogatoire recommence avec de nouveaux arrivants : les représentants du ministère des Affaires étrangères au sein de la police... Courtois mais fermes. Nous sommes finalement relâchés. Nous aurons perdu deux heures à cause des poulets, mais sans doute gagné l'ouverture de quelques portes. Le lendemain, nous sommes autorisés à filmer les contrôles d'entrée des volailles sur Pékin et un laboratoire de recherche du vaccin contre la grippe aviaire. La Chine en revient à sa politique d'information adoptée durant le SRAS : donner quelque chose à voir à la presse étrangère, pour éviter qu'elle aille chercher ailleurs.

**Philippe Rochot**

Correspondant de *France 2* à Pékin

### CHINE • BILAN 2003

**23 journalistes incarcérés  
au moins 15 journalistes interpellés  
au moins 100 journalistes agressés**

# MAGHREB ET MOYEN-ORIENT

## LE MOYEN-ORIENT, LANTERNE ROUGE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Etre journaliste en Iran ou dans les pays arabes se résume bien souvent à respecter les lignes rouges tracées par le pouvoir afin de ne pas subir la répression de vieilles dictatures, de régimes autoritaires ou de démocraties de façade. Dans la région, seule la presse israélienne, dynamique et irrévérencieuse, jouit, malgré des pressions certaines, d'une réelle indépendance et d'un environnement démocratique.

**L**e Moyen-Orient fait figure de lanterne rouge de la liberté de la presse en 2003. Outre l'absence de médias indépendants et une très forte autocensure des professionnels de l'information dans plusieurs pays, la guerre en Irak et la poursuite du conflit israélo-palestinien ont mis la liberté et la sécurité des journalistes à très rude épreuve.

### QUINZE JOURNALISTES TUÉS

Quinze journalistes et deux collaborateurs des médias ont été tués dans la région en 2003. Dans les territoires palestiniens, l'armée israélienne entrave sérieusement la couverture du conflit par les journalistes étrangers et palestiniens, et accorde peu d'attention à préserver leur sécurité. Ainsi, deux cameramen ont trouvé la mort sans que l'armée israélienne ne reconnaisse pleinement sa responsabilité ou prenne des sanctions contre les auteurs des tirs. Lors de la guerre en Irak, la propagande et les restrictions imposées par le régime irakien ont atteint des sommets.

Par la suite, l'armée américaine a fait preuve d'une grande agressivité envers les journalistes. Cinq d'entre eux ont été tués par des soldats américains durant ou après la guerre en Irak, mais aucune enquête digne de ce nom n'est venue faire toute la lumière sur ces drames.

### LA PRESSE ÉTOUFFÉE PAR DES RÉGIMES RÉPRESSIFS

La République islamique d'Iran reste la plus grande prison du Moyen-Orient pour les journalistes. Avec plus d'une quarantaine d'entre eux emprisonnés au cours de l'année, des dizaines de médias censurés, des procès tenus majoritairement à huis clos et

sans avocat, et des conditions de détention très difficiles, la situation de la presse n'a fait qu'empirer. Cette détérioration a atteint un sommet dramatique avec l'assassinat de la photjournaliste Zahra Kazemi, le 10 juillet, alors en détention dans la prison d'Evine (Téhéran). Le procès, toujours en attente, risque de n'être qu'une mascarade, les avocats de la famille n'ayant pas accès au dossier. Malgré un réel dynamisme de la presse appartenant à la tendance réformatrice, les journalistes iraniens restent sous la pression permanente des ministères de la Justice, des Renseignements, et de la Culture et de l'Orient islamique, ainsi que du Conseil de sécurité national.

La presse arabe continue également d'étouffer sous le poids de régimes répressifs et sclérosés. En Syrie, il n'existe dans les faits aucune presse privée indépendante. En Arabie saoudite, qui a été durement frappée par le terrorisme en 2003, la radio et la télévision demeurent le monopole de l'Etat tandis que la presse est largement contrôlée par la famille royale. Quelques médias se sont pourtant fait l'écho des appels grandissants de la société civile à réformer la vie politique du pays. Royaume de la censure, la puis-

sante Arabie saoudite exerce une grande influence pour réprimer la liberté de la presse au-delà de ses propres frontières, jusqu'en Egypte ou au Liban. La liberté de ton de la chaîne satellite arabe *Al-Jazira* représente un tel cauchemar pour les autorités qu'elles ont favorisé, en février, la naissance d'une nouvelle télévision satellite, *Al-Arabiya*, afin de contrer le succès de son aînée qatarie.

En Jordanie, au Yémen ou dans les territoires sous contrôle de l'Autorité palestinienne, les médias privés ne sont jamais à l'abri des menaces et de la censure. Les journalistes y sont passibles de peines de prison pour diffamation, offense aux autorités ou à l'islam. Dans certains pays, comme en Irak, des groupes armés ou terroristes ainsi que des mouvements politiques font également peser de lourdes menaces sur la presse libérale.

---

*La lutte contre le terrorisme  
est utilisée par des régimes autoritaires  
pour justifier la censure*

---

Dans les monarchies du Golfe (**Koweït, Emirats arabes unis, Oman, Bahreïn, Qatar**), l'auto-censure imposée aux journalistes demeure très élevée malgré des signes d'ouverture encourageants

de la part des autorités. Au **Liban**, longtemps le seul havre de liberté pour les médias arabes, le mépris du droit est de plus en plus inquiétant. En **Egypte**, la loi d'état d'urgence est en vigueur depuis 1981. Elle permet un contrôle sur les médias, que le gouvernement a d'ailleurs tenté de renforcer pendant la guerre en Irak.

Par ailleurs, la lutte contre le terrorisme sert de prétexte à certains régimes autoritaires pour justifier la censure. Plusieurs pays, comme la Jordanie ou le Maroc, ont ainsi adopté des lois sécuritaires extrêmement sévères qui sont comme une épée de Damoclès suspendue au-dessus des journalistes.

## ENTRE RÉFORMES ET VIEUX RÉFLEXES

C'est au **Soudan** et au **Maghreb** que le vent de la réforme a soufflé le plus fort en 2003, par le biais de décrets présidentiels ou royaux en faveur de la liberté de la presse. Ainsi, le président Omar Hassan Ahmed al-Bechir a prononcé un discours réaffirmant la liberté de la presse au Soudan, suivi d'un décret soustrayant la presse du contrôle des services de sécurité et la plaçant sous la surveillance du Conseil national de la presse. Au **Maroc**, les neuf conseillers de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (HACA), créée en août 2002, ont été nommés en novembre. Sa mission principale est d'accompagner l'ouverture de l'audiovisuel à des opérateurs privés, jusqu'alors monopole d'Etat. En **Tunisie**, le président Ben Ali a proclamé, le 7 novembre, jour de la célébration du 16<sup>e</sup> anniversaire de sa présidence, toute l'importance qu'il accordait à la liberté de l'information. Il a même annoncé, à la surprise générale, la fin du monopole d'Etat des ondes hertziennes, avec le lancement, le jour même, d'une radio privée.

---

## *L'Iran reste la plus grande prison du Moyen-Orient pour les journalistes*

---

Mais ce vent de liberté n'a pas balayé les vieux réflexes. Au Soudan, les forces de sécurité ont gardé la mainmise sur la presse, et la valse des journaux suspendus par ces dernières a continué, en

dépôt du nouveau décret présidentiel. Au Maroc et en Tunisie, privatisation ne rime pas forcément avec indépendance. L'ouverture annoncée du paysage audiovisuel dans ces deux pays risque de n'être que le prolongement de l'influence du pouvoir politique dans ce nouveau secteur. Ainsi, au Maroc, cinq membres sur les neuf de la HACA, créée sans aucune consultation des professionnels ou du Parlement, sont nommés par le pouvoir. L'institution statuant à la majorité, le Palais a l'assurance de s'assurer les réformes qu'il souhaite. En Tunisie, où la presse, publique et privée, reste totalement sous le contrôle de l'Etat, le responsable de la première chaîne privée de radio n'est autre qu'un ancien responsable du ministère de l'Information, proche de la famille Ben Ali.

Dans le même temps, la liberté de la presse a fortement régressé au Maroc et en Algérie. Au **Maroc**, deux journalistes ont été emprisonnés et trois autres condamnés en première instance à des peines de prison ferme. En **Algérie**, les relations se sont tendues entre le président Bouteflika et la presse privée, qui n'a pas hésité à mettre au jour des scandales financiers éblouissant le Président, ses proches et des notables locaux. Interpellations en série, harcèlement judiciaire et financier ont tenté d'ébranler la presse privée hostile au clan présidentiel. Le harcèlement a atteint son paroxysme avec l'emprisonnement d'un journaliste, condamné pour diffamation à deux ans de prison ferme. La **Mauritanie** a connu son lot de journaux suspendus et un journaliste a été emprisonné. Enfin, en **Libye**, la presse reste aux ordres du colonel Kadhafi.

**Séverine Cazes et Agnès Devictor**

Responsables Maghreb et Moyen-Orient de Reporters sans frontières

**Pour plus d'informations, pays par pays : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)**



# DEUX MEURTRES POUR UN MENSONGE

Taras Protsyuk de l'agence britannique *Reuters* et José Couso de la télévision espagnole *Telecinco* ont été tués à Bagdad le 8 avril 2003 par un tir de l'armée

américaine sur l'hôtel Palestine. A l'issue d'investigations approfondies, Reporters sans frontières a publié, en janvier 2004, un rapport d'enquête et demandé la reprise des investigations.

Jean-Paul Mari, son auteur, revient sur ce drame.

Une explosion fait trembler tous les étages de l'hôtel Palestine. Il est 11h59 ce mardi 8 avril 2003. Dehors, les chars américains attaquent. Ils sont sur le pont Al-Joumhouriya, au cœur de la ville. Vingt et unième jour de guerre : Bagdad tombe. Dans les couloirs, la panique, les cris, la douleur. Chambre 1503, un cameraman gît, couché sur le ventre. La chambre est dévastée, la moquette imbibée de sang. Un étage plus bas, un autre journaliste. Sa caméra noircie, à côté de lui. On leur donne les premiers soins. Sans médecins, sans médicaments, sans brancards. Ils sont évacués dans des couvertures. Par un ascenseur qui s'arrête à tous les étages. Le premier, Taras Protsyuk, meurt pendant son transfert à l'hôpital ; le deuxième, José Couso, exsangue, sur la table d'opération. Une journaliste, Samia Nakhoul, a reçu un éclat dans la tête ; Faleh Kheiber, photographe, est brûlé au visage et aux bras ; Paul Pasquale, technicien britannique, est touché lui aussi.

Qui a tiré ? Un char américain, on le sait, tout a été filmé.

Pourquoi ?

## LA "LÉGITIME DÉFENSE", UN CONCEPT EN BÉTON

Taras et José sont morts. Ils n'étaient pas des journalistes célèbres, personne ne voyait leur visage en prime time. Ils étaient reporters, inventeurs des images que nous regardons sans savoir qui les a prises. La mort d'abord, le silence ensuite et un rapport de l'armée américaine qui se veut "final" ont essayé, à coups de réponses rapides, de les réexpédier dans l'ano-

nymat, cette deuxième mort des victimes.

On aurait dû les oublier, tout était fait pour cela. Bagdad qui tombe avec la statue en bronze de son commandeur, un pays en fusion, une info à traiter par minute, l'actualité qui doit continuer, des milliers d'autres victimes, des chars américains dans les rues... la guerre, voyez-vous ! Il suffisait d'un petit mensonge et d'une grosse dose de mauvaise foi. Comment ? Ah ! oui, la "légitime défense", un concept en béton, simple et lumineux, à la

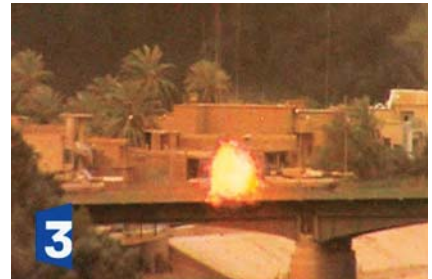
---

*Personne, dans la haute  
hiérarchie militaire  
américaine, n'avait trouvé  
utile d'informer la troupe de  
la présence massive de jour-  
nalistes à l'hôtel Palestine*

---

fois juridique et moral puisque "légitime" comme son nom l'indique. Du coup, voilà des journalistes morts, armés de caméras et de jumelles, qui menaçaient des soldats dans leurs chars Abrams.

Voilà ! On tient la "Vérité de l'instant", celle qui va occuper les titres, les écrans et les bonnes consciences, pour un jour ou deux, le temps que le chaos de la guerre balaie la mémoire. Après tout, ce ne sont que deux cameramen, un Ukrainien et un Espagnol, dont on écrit les noms en les écorchant, "Protsyuk, Couso..." comment vous écrivez cela,



Du pont Al-Joumhouriya, un char américain ouvre le feu sur l'hôtel Palestine

avec un i ou avec deux o ? Certes, ils étaient en première ligne, debout, leur caméra sur l'épaule, exactement là où il fallait être, pour capter des images qui feraient ensuite le tour du monde. Rien de commun, certes, avec des "stars" du journalisme ! Imaginez la même chose avec un reporter d'un grand journal ou d'une chaîne de télévision anglo-saxonne ? L'incident serait devenu une "affaire" à vous faire larmoyer un Président en direct face au Congrès.

Alors, peu importe que la thèse des "tirs venus du Palestine" soient une insulte à leur mort et à la foule des journalistes habitant l'hôtel et qui affirment le contraire. Allez, mentons et oublions, voulez-vous ? D'ailleurs, on les avait prévenus, explique le Pentagone, Bagdad est en guerre et la guerre est dangereuse. Les victimes ? Des têtes brûlées qui auraient dû fuir ce front, se réfugier à Amman en Jordanie, derrière un desk qui aurait utilisé des images sages et bien calibrées, envoyées par les satellites américains. Ils ont préféré rester... Têtus, ces reporters !



Et quand les protestations continuent, on transforme la Vérité de l'instant en Vérité officielle, un mensonge d'Etat, en faisant monter au créneau les plus hauts responsables de l'administration américaine.

### LES MILITAIRES NE SAVAIENT PAS SUR QUOI ILS OUVRERAIENT LE FEU

Enfin, l'été dernier, un rapport de l'armée américaine présente une version plus sophistiquée de la bavure où il n'est plus du tout question de "tirs directs" mais de la menace d'un observateur d'artillerie, un "spotter" irakien, une équipe de "chasseurs-tueurs" armés de jumelles. Ainsi, on reconnaît avoir menti ? Oui, bien sûr. L'important est que l'action reste "légitime", n'est-ce pas ? Puis on referme le dossier avec un petit bruit sec et définitif. Sauf que le mensonge continue.

A force de décortiquer le geste des soldats qui ont appuyé sur le bouton de mise à feu de leur canon de 120 mm, à force de faire mine de vouloir défendre l'honneur des lampistes, on s'attache à oublier l'essentiel, à savoir que le sergent X et le capitaine Y ne savaient pas sur quoi ils ouvraient le feu. Parce que personne, dans la haute hiérarchie, n'avait trouvé utile d'informer la troupe. Alors, sur le bel écran du Cinéma aux Armées, on nous projette "l'Honneur d'un capitaine" pour nous masquer une négligence criminelle - par mépris ? - au sein de l'état-major d'une division d'infanterie.

Ah ! évidemment, c'est plus compliqué. Expliquer que les deux soldats casqués sont des meurtriers mais pas des assassins, qu'il faut aller chercher plus



Taras Protsyuk

haut, à l'échelle du général responsable - c'est sa fonction -, de ses ordres, de ses hommes, de leurs actes. Un militaire conforté par l'autorité du Pentagone qui a si vivement conseillé aux journalistes "non embedded" d'aller ailleurs regarder les images de la guerre au lieu de s'obstiner à les filmer, un Pentagone lui-même soutenu par le porte-parole de la Maison Blanche qui a si clairement expliqué qu'il fallait toujours faire ce que les militaires disaient. Pour la sécurité de tous évidemment et surtout pour "les journalistes et leurs familles"... Celles, par exemple, qui pleurent la mort de Taras Protsyuk et de José Couso, morts d'avoir été ignorés.

Oui, le chaos de la guerre est passé. Pourtant, cette fois, elle n'a pas emporté avec elle le souvenir de ces deux hommes



José Couso

et les questions que leur mort soulève. Non, elle n'a pas réussi à les banaliser. Enquêter sur leurs meurtres n'est pas - loin de là - établir toute la vérité. C'est d'abord balayer quelques gros mensonges. Mettre des points d'interrogation à la place de certitudes insultantes. Exiger la reprise de l'enquête officielle. Poursuivre ceux - tous ceux - qui sont responsables. Tirer les leçons d'une bavure annoncée. Dire à ceux qui sont partis notre tristesse et notre infini respect. Et lutter pour que leur trou dans l'eau ne se referme pas.

Jean-Paul Mari

Pour consulter l'intégralité du rapport  
d'enquête de Reporters sans frontières :  
[www.rsf.org](http://www.rsf.org)

# UN AIR DE LIBERTÉ

Un an après la chute de la dictature de Saddam Hussein, la renaissance du paysage médiatique irakien est en marche. Cependant, entre les lointaines promesses d'instauration d'une démocratie, les difficultés de l'après-guerre et les entraves de l'armée américaine et du Conseil de gouvernement transitoire, l'avenir de la liberté de la presse en Irak demeure incertain.



Les Irakiens se ruent sur les paraboles

Dans les jours et les semaines qui ont suivi, le 9 avril 2003, la prise de Bagdad, les paraboles ont essaimé sur les toits de la ville. Interdites sous Saddam Hussein, elles rendaient leurs propriétaires passibles d'une amende et, en cas de récidive, d'une peine de prison. Abreuvés d'une propagande renforcée depuis la guerre Iran-Irak, les Irakiens s'ouvrent désormais au monde et plébiscitent les chaînes satellitaires arabes et occidentales.

Deuxième révolution : ils peuvent surfer librement sur la Toile. Dans les dizaines de cafés Internet qui ont ouvert à Bagdad, quasiment aucun site n'est censuré et des paravents protègent l'intimité des usagers. Auparavant, les agents du Baas (ancien parti unique) ou des Renseignements généraux - les Mukhabarat - veillaient, par-dessus leurs épaules, à ce que les internautes ne se connectent pas aux sites interdits tels que les messageries privées (Hotmail, Yahoo, etc.).

## UNE INDÉPENDANCE MÂTINÉE D'AUTOCENSURE

Une presse foisonnante et pluraliste a rapidement comblé le vide laissé par la disparition des quelques journaux gouvernementaux voués, depuis trente-cinq ans, à la parole officielle. Témoins de la multitude des partis politiques et de la vivacité de la tradition écrite du pays, une centaine de journaux religieux, sportifs, féminins, d'opinion ou de tabloïds ont remplacé les quatre quotidiens officiels

qu'Oudaï, le fils aîné de Saddam Hussein et "doyen des journalistes", contrôlait d'une main de fer.

Le paysage audiovisuel offre en revanche moins de diversité. L'administration américaine a mis en place un réseau de médias irakiens (*Iraqi MediaNetwork, IMN*) comprenant une télévision nationale, quelques radios et un quotidien, *Al-Sabab* (Le Matin). *Al-Iraqiyah TV*, qui dispose de fait d'un quasi-monopole sur les ondes hertziennes, a déjà changé de nom à plusieurs reprises et peine, après plusieurs mois, à gagner la confiance des téléspectateurs qui la considèrent souvent comme "la voix des Américains".

Si les journalistes irakiens jouissent aujourd'hui d'une indépendance nouvelle, ils pratiquent encore une forte autocensure alimentée par l'insécurité et les menaces de partis politiques aux penchants autoritaires tenaces.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, une atmosphère de guerre règne toujours en Irak. Pour la presse locale et internationale, la couverture de l'après-Saddam demeure périlleuse. Attaques quasi quotidiennes contre les soldats de la coalition, attentats et actes de banditisme rendent les routes et certaines zones du pays particulièrement dangereuses. En outre, des soldats américains se sont souvent montrés hostiles



Une presse foisonnante a vu le jour

envers les journalistes, dont plusieurs dizaines ont été interpellés, agressés ou empêchés de travailler tout au long de l'année 2003.

Bien que la presse irakienne n'hésite pas à afficher ses prises de position anti-américaines, de nombreux journalistes refusent de parler d'une "presse libre" dans un pays sous occupation militaire. Ils contestent le décret adopté, fin juin 2003, par l'administrateur américain Paul Bremer qui prévoit une peine allant jusqu'à un an de prison pour tout journaliste qui se rendrait coupable d'"incitation à la violence" contre les forces de la coalition, ainsi que d'incitation à la haine raciale, ethnique ou religieuse. Ne sachant comment ces notions - vagues - peuvent être interprétées, les journalistes irakiens se disent prudents dans leurs commentaires de la situation politique du pays et refusent parfois de signer leurs articles.

## PREMIERS RÉFLEXES AUTORITAIRES

Si, lors de son entrée en fonctions, le Conseil de gouvernement transitoire irakien s'est prononcé en faveur de la liberté de la presse, il n'a pas pour autant supprimé ou amendé l'arsenal législatif de l'ancien régime la réprimant. Et dans les deux mois suivants, il a montré les premiers signes de dirigisme et de paternalisme envers les médias, en proposant notamment aux journalistes irakiens de signer "volontairement" un code de "bonne conduite" fixant des règles éditoriales très strictes. Par ailleurs, les chaînes de télévision arabes *Al-Jazira* et *Al-Arabiya*, accusées d'"inciter au terrorisme", ont été, à plusieurs reprises, interdites d'activité dans le pays.

### IRAK • BILAN 2003

**12 journalistes tués**  
**2 journalistes disparus**  
**17 journalistes blessés**  
**1 journaliste enlevé**  
**6 journalistes incarcérés**  
**40 journalistes interpellés**  
**15 journalistes agressés**



# TUÉE POUR QUELQUES PHOTOS

Zahra Kazemi, 54 ans, était photographe et vivait au Canada. Pour rendre compte de la misère et des injustices, elle avait parcouru de nombreux pays. Née en Iran, c'est pour un reportage qu'elle avait retrouvé son pays d'origine. Ses photos lui ont coûté la vie.

Le 23 juin 2003, **Zahra Kazemi** est interpellée par les forces de sécurité, alors qu'elle prend des photos de familles de détenus devant la prison d'Evine au nord de Téhéran. Battue au cours de sa détention, elle sombre dans le coma. Transportée le 27 juin à l'hôpital Baghiatollah de Téhéran, elle décède, officiellement le 10 juillet, d'une hémorragie cérébrale provoquée par une fracture du crâne. Après avoir tenté de dissimuler les causes de la mort de la journaliste, les autorités iraniennes reconnaissent, le 16 juillet, par la voix du vice-président Ali Abtahi, qu'elle a été "battue".

Le corps de Zahra Kazemi est inhumé dans la précipitation, le 22 juillet, à Chiraz (sud du pays), alors que les autorités canadiennes et le fils de la journaliste, Stephan, avaient demandé le rapatriement du corps au Canada. La mère de la journaliste, résidente en Iran, avait fait la même demande. Elle avoue, le 30 juillet, avoir été victime de pressions pour autoriser l'inhumation en Iran.

Le même jour, le vice-président Ali Abtahi parle ouvertement de "meurtre". De son côté, le 11 août, le porte-parole de l'autorité judiciaire, Gholam Hossein Elham, reconnaît que la journaliste est morte à la suite d'un coup porté à la tête mais que la faute n'incombe pas à une institution, mais à des individus.

Un bras de fer s'engage alors entre les conservateurs liés au Guide Ali Khamenei et les réformateurs du président Mohammad Khatami, chaque clan accusant l'autre d'être responsable du décès de la journaliste. Le 22 septembre, la branche criminelle du parquet de Téhéran, présidée par le juge enquêteur Javad Esmaeli, rend publiques ses conclusions. La justice iranienne écarte toute responsabilité des institutions étatiques dans le meurtre de Zahra Kazemi. Elle désigne un agent du ministère des Renseignements, Mohammad Reza Aghdam, comme le meurtrier présumé et l'arrête. Celui-ci est inculpé



Zahra Kazemi

de meurtre "quasi intentionnel", étant entendu par cette formulation que l'accusé n'a pas porté les coups à Zahra Kazemi avec l'intention de la tuer.

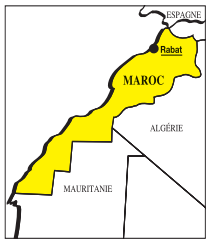
Son procès, fixé au 7 octobre, est ajourné au 4 novembre, date à laquelle est décidé un nouveau report sine die. L'avocate Shirine Ebadi, Prix Nobel de la paix 2003, accepte de représenter la mère de Zahra Kazemi. Depuis, plus rien ne semble bouger. Les avocats de la famille de la victime n'ont pas pu consulter le dossier et donc préparer effectivement leur plaidoirie. Le peu d'empressement des autorités iraniennes à établir la vérité rend plus que nécessaire aux yeux de Reporters sans frontières une enquête indépendante et impartiale à laquelle doivent participer des experts internationaux.

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

## IRAN • BILAN 2003

**1 journaliste tuée**  
**3 journalistes agressés**  
**43 journalistes incarcérés**  
**2 journalistes interpellés**

*Le fils de la journaliste  
demande toujours  
le rapatriement du corps  
au Canada*



# LA TAULE DES MILLE ET UN CAUCHEMARS

Ali Lmrabet, directeur de deux journaux satiriques - *Demain magazine* et *Douman*, sa version en arabe - est condamné en mai 2003 à quatre ans de prison. Une peine

ramenée à trois ans en appel. Il est finalement libéré le 7 janvier 2004, après deux grèves de la faim prolongées qui ont gravement nui à son état de santé. Mais sans altérer en rien sa curiosité et son humour.

“Au nom de Sa Majesté le roi, le tribunal vous condamne à quatre ans de prison et ordonne que vous soyez immédiatement écroué à la prison locale de Salé. *Demain magazine* et *Doumane* sont interdits” Le président du tribunal de première instance de Rabat, un certain Alaoui, est vert quand il prononce cette sentence, le 21 mai 2003. Sûrement la plus importante de sa carrière. En effet, c’est la première fois depuis trente-trois ans que le régime marocain envoie un journaliste en prison pour un fait de presse, et la seconde fois en treize ans qu’il applique l’article 400 du code pénal, qui permet l’arrestation sur place d’un prévenu qui s’est présenté libre à l’audience. Le cas précédent était celui du syndicaliste Noubir Amaoui, le puissant secrétaire général de la CDT (Confédération démocratique du travail), avec lequel le pouvoir d’Hassan II avait un compte à régler. A l’époque, la gauche socialiste avait condamné l’application de l’article 400. En mai 2003, cette même gauche applaudit bruyamment dans ses journaux. L’un des avocats de Noubir Amaoui, M<sup>e</sup> Mohamed Bouzoubaâ, qui avait protesté avec véhémence contre l’incarcération du syndicaliste, est aujourd’hui le ministre marocain socialiste de la Justice et... le chef du parquet. Or, c’est le parquet qui a exigé mon emprisonnement.

## L’ÉNORMITÉ DES ACCUSATIONS NE PRÉSAGEAIT RIEN DE BON

Un mois plus tôt, le 21 avril, j’avais reçu la convocation au tribunal de première instance de Rabat. L’énormité des accusations, “outrage au roi”, “atteinte à l’intégrité territoriale” et “atteinte au régime monarchique”, ne présageait rien de bon. Ce jour-là, c’est sur la base de l’article 41<sup>1</sup> du code de la presse que j’ai été condamné. Un texte de loi “féodal” qui ne prévoit bizarrement aucune circonstance atténuante. Une étrangeté dans le système judiciaire marocain. En fait, dans toute l’histoire du Maroc, cet article n’avait jamais été utilisé. On s’en servait pour amadouer les récalcitrants et faire peur aux dissidents. Un épouvantail plus qu’un instrument de punition. L’article 41 avait été pensé et conçu à une époque où il n’y avait pas de presse indépendante au Maroc. Il servait à mater, par la menace, la presse des partis politiques, particulièrement celle des socialistes qui appelaient de ses vœux la chute du régime. Les socialistes avaient promis de l’abroger une fois au pouvoir. Mais, comme cela arrive souvent, une fois installés au gouvernement, ils l’ont simplement réaménagé, en ramenant à cinq ans au lieu de vingt (!) la peine encourue par celui ou ceux qui dépasseraient les fameuses lignes rouges.

## LE “HAUT” VEUT QUE JE SOUFFRE LE “BAS”

Ce mercredi 21 mai, escorté par trois voitures de police, je pénètre donc dans la prison de Salé, près de Rabat. La taule la plus connue du royaume aux mille contrastes. Alors que généralement, même durant les années de plomb, les prisonniers politiques étaient placés dans l’aile réservée aux étrangers, cette fois-ci les “gens d’en haut”, c’est-à-dire les gens du Palais, ont décidé de tordre le cou à cette



Une affiche parodique brandie lors d’une manifestation de Reporters sans frontières à Courchevel

tradition. Dans l’aile où je suis détenu, il n’y a que des prisonniers de droit commun. Le “haut” veut que je souffre le “bas”. Et il y a de tout dans le “bas”, dans ce miroir obscur de la société marocaine. Des “droit commun”, très nombreux. Des assassins, des violeurs, des trafiquants de drogue, des voyous de toutes sortes habitent cette prison, et un peu plus loin, à l’écart, les délinquants en col blanc. Les cellules de ces derniers sont joliment peintes de couleurs vives. De plus, on leur accorde le privilège de choisir leurs codétenus. Généralement du “même monde”, c’est-à-dire issus de quelque grande escroquerie financière. Ces gentlemen-taulards abreuvant les gardiens de la prison de leur générosité. Le “bakchich”. Quand ils croisent leurs gentils geôliers, ces derniers s’arrêtent net et affichent un large sourire qui signifie : “Aboule la tune !” Bien entendu, les requérants s’exécutent.

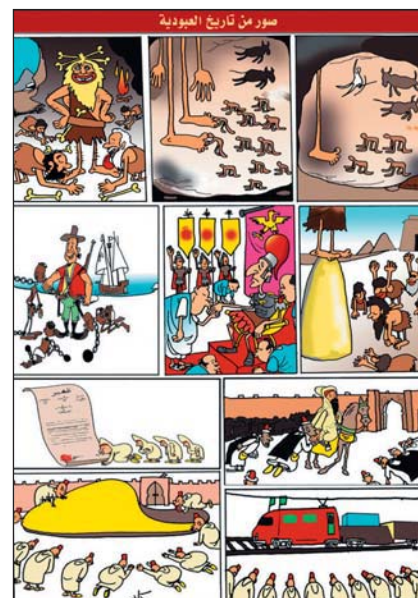
De temps à autre, quand je le peux, je descends dans la cour. C’est là que j’apprends qu’une bonne partie des islamistes



Ali Lmrabet, dans les bureaux de Reporters sans frontières, après sa libération



Ali Lmrabet a été détenu sept mois pour des caricatures jugées irrévérencieuses



raflés dans tout le Maroc après les attentats terroristes du 16 mai à Casablanca sont parqués dans deux ailes de la prison que les taulards ont baptisées depuis lors “Guantánamo”. A une exception près, les entrées et les fenêtres de “Guantánamo” sont murées, et les liaisons coupées avec le reste de la prison. A “Guantánamo” la marocaine, c’est la DST, la police politique de sinistre mémoire qui fait la loi. Mêlés à des fonctionnaires de l’administration pénitentiaire, utilisant leurs uniformes de service, les agents secrets, que bizarrement tout le monde connaît, sont chargés de la surveillance des islamistes qu’ils tiennent pour “extrêmement dangereux”. Sur le papier, “Guantánamo” dépend du ministère de la Justice ; dans les faits, cette aile de la prison sert de camp de concentration dirigé par la police politique chérifienne.

### JE SUIS LOGÉ À LA MÊME ENSEIGNE QU’UN PRINCE

Dans cette jungle, j’ai quand même eu la sacrée surprise d’apprendre que je suis logé à la même enseigne qu’un prince. Eh oui ! Un véritable prince alaouite, descendant direct d’Hassan I<sup>er</sup>, l’un des grands sultans de l’ex-empire chérifien, mort à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Je me suis rappelé que, durant mes recherches de doctorat, j’étais tombé sur un document exceptionnel : l’histoire d’une délégation secrète composée de notables marocains envoyés en Espagne par ce sultan réformateur afin de recruter 5 000 francs-maçons chargés de

*“Dans l’aile où je suis détenu, il n’y a que des prisonniers de droit commun. Des assassins, des violeurs, des trafiquants de drogue, des voyous de toutes sortes”*

moderniser le Maroc. La mission échoua. Je n’ai pu en découvrir les raisons, pas plus que celles qui ont amené Moulay Abdeslam, c’est le nom de ce prince cousin du roi Mohammed VI, à se retrouver embastillé dans la même prison que moi...

J’aurais pu apprendre encore bien des choses dans cette taule des mille et un cauchemars si, le 7 janvier 2004, après sept mois et demi de captivité, je n’avais été libéré avec 32 autres prisonniers politiques. L’écrivain espagnol récemment décédé Manuel Vázquez Montalbán, qui a passé trois ans dans une geôle franquiste, a écrit un jour que la prison est une mine d’enseignements et de renseignements. Il avait raison. Mais je comprends qu’on préfère apprendre et se renseigner ailleurs que dans une prison. Surtout si elle est marocaine.

Ali Lmrabet

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

<sup>1</sup> Article 41 : Est punie d’un emprisonnement de 3 à 5 ans et d’une amende de 10 000 à 100 000 dirhams toute offense, par l’un des moyens prévus à l’article 38, envers sa Majesté le roi, les princes et princesses royaux. La même peine est applicable lorsque la publication d’un journal ou écrit porte atteinte à la religion islamique, au régime monarchique ou à l’intégrité territoriale.

### MAROC • BILAN 2003

5 journalistes incarcérés  
4 journalistes interpellés  
1 journaliste agressé

# EUROPE ET EX-URSS

## EX-URSS : LE RETOUR DES MÉTHODES SOVIÉTIQUES ?

En 2003, la situation de la liberté de la presse est restée satisfaisante dans les pays de l'Union européenne (UE), où les cas de violation du principe de la protection des sources ou d'agressions de journalistes ont été moins nombreux que les années précédentes. Les conditions de travail dans les pays de l'ancien bloc soviétique sont en revanche de plus en plus mauvaises : agressions, emprisonnements, censure, monopole d'Etat des moyens d'impression et absence de pluralisme dans l'audiovisuel font partie du quotidien des journalistes de ces régions.

**A**u cœur de l'Union européenne, l'Italie, dont le chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, est également propriétaire d'un empire médiatique, fait toujours figure d'exception. Silvio Berlusconi n'a toujours pas résolu son conflit d'intérêts et le gouvernement a tenté de faire passer des lois servant les intérêts privés du président du Conseil, aggravant encore davantage l'anomalie italienne et ses conséquences sur le pluralisme de l'information.

En Espagne, la menace de l'organisation terroriste ETA a continué de peser sur les journalistes ne partageant pas ses vues. Parallèlement, la lutte contre le terrorisme a également eu des effets néfastes pour les médias. Ainsi, le journal en langue basque *Euskaldunon Egunkaria*, dont les dirigeants sont soupçonnés de collaboration avec l'ETA, a été fermé par "mesure préventive".

En France, le journalisme d'investigation et la protection des sources ont été menacés par le projet de "loi Perben", dont les dispositions les plus liberticides ont finalement été abandonnées.

### DES ACQUIS FRAGILES

L'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la République slovaque et la Slovaquie, qui doivent rejoindre l'UE le 1<sup>er</sup> mai 2004, se sont montrés respectueux de la liberté de la presse. Néanmoins, dans la plupart des pays adhérents, les lois en matière de diffamation, d'injure et d'offense, ont trop souvent entravé l'activité des journalistes et accordé une protection excessive aux autorités publiques.

La situation a en revanche évolué de façon inquiétante en

Roumanie, qui espère intégrer l'UE en 2007. Quatre journalistes qui enquêtaient sur des affaires de corruption impliquant des représentants locaux du parti au pouvoir ont été victimes de violentes agressions. Par ailleurs, la classe politique dirigeante, soucieuse de préserver son image vis-à-vis de l'UE et à l'approche des élections présidentielle et législatives de 2004, a multiplié les pressions et les poursuites judiciaires contre les journalistes, de plus en plus enclins à l'autocensure.

En Turquie, les conditions de travail restent très difficiles, malgré les améliorations législatives apportées dans la perspective de l'adhésion du pays à l'UE. Les journalistes prokurdes ainsi que ceux qui critiquent la politique du gouvernement ou le poids de l'armée dans la vie politique

---

*En Turquie, les journalistes qui critiquent la politique du gouvernement ou le poids de l'armée dans la vie politique sont toujours victimes d'un véritable harcèlement judiciaire*

---

sont toujours victimes d'un véritable harcèlement judiciaire. En fin d'année, un journaliste prokurde a ainsi été condamné à un an de prison pour avoir "offensé" le Parlement.

La liberté de la presse s'est considérablement dégradée en "République turque de Chypre du Nord" ("RTCN" - reconvenue par la seule Turquie), où les autorités ont réprimé les journalistes critiques envers le régime de Rauf Denktash. Cinq journalistes risquent dix à quarante ans de prison pour "outrage à l'armée".

Dans les Balkans, les acquis en matière de liberté de la presse restent globalement fragiles. Alors que la Bosnie-Herzégovine et la Croatie continuent de progresser, d'importantes restrictions à la liberté de la presse ont été constatées en Serbie-Monténégro, en particulier durant l'état d'urgence décrété après l'assassinat du Premier ministre Zoran Djindjic. Les mau-

vaises relations entre la presse et la classe politique ont donné lieu à une inflation du nombre de poursuites judiciaires abusives contre les journalistes en **Macédoine**.

### LE HARCÈLEMENT JURIDIQUE, UN OUTIL EFFICACE

Bien qu'aucun assassinat de journaliste directement lié à ses activités professionnelles n'ait été à déplorer dans l'ensemble de la région en 2003, plusieurs cas sont toujours en investigation au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Sept journalistes sont morts dans des circonstances particulièrement obscures en **Ukraine**, en **Russie** et au **Kirghizistan**. En **Ukraine**, les assassins de Géorgiy Gongadze et d'Igor Alexandrov bénéficient toujours d'une impunité totale, tandis qu'au **Bélarus**, rien n'a été fait pour retrouver les véritables responsables de la disparition de Dmitri Zavadski. Le recours à la violence contre des journalistes enquêtant sur des affaires de corruption ou sur des scandales politiques reste très fréquent en Ukraine et en Russie. En **Azerbaïdjan**, on déplore une flambée des agressions à l'encontre des professionnels de l'information, soit près de cent cas liés pour l'essentiel à l'élection présidentielle.

En **Arménie**, **Géorgie** et Russie, la couverture des campagnes électorales et des scrutins a donné lieu à de nombreuses atteintes à la liberté de la presse. Sous prétexte de lutte contre la "propagande électorale", la libre couverture de la campagne électorale des législatives a été entravée en Russie, en raison d'une loi qui permettait de suspendre un média après deux violations du code électoral.

Le harcèlement juridique reste un outil efficace pour empêcher la presse indépendante et celle d'opposition d'exercer leur rôle de contre-pouvoir. En Ukraine, les médias les plus critiques

envers le pouvoir en place ont continué à subir des pressions de la part de l'administration fiscale. Au Bélarus, les autorités ont suspendu et sanctionné au moins dix journaux.

Dans la plupart des anciennes républiques du bloc soviétique, les procès pour diffamation et offense, sanctionnés par des peines de prison ferme, ont servi à faire taire des journalistes trop critiques. Au Bélarus et en Russie, quatre journalistes ont été condamnés à des peines de travaux forcés ou de prison pour avoir diffamé des représentants du pouvoir. En **Ouzbékistan**, où la censure est toujours appliquée malgré son abolition officielle en 2002, cinq journalistes sont emprisonnés. Dans ce pays et au **Kazakhstan**, les autorités ont cherché à décrédibiliser deux journalistes et défenseurs des droits de l'homme en les emprisonnant pour des affaires de mœurs à l'issue de parodies de procès.

---

*En Azerbaïdjan, on a dénombré près de  
100 cas d'agressions de journalistes,  
liés pour l'essentiel à l'élection présidentielle*

---

Restent, en ex-URSS, des régions où aucune liberté de la presse n'est tolérée ou presque. Au **Turkménistan**, le pays le plus répressif des anciennes républiques soviétiques, la censure est totale. Non content de posséder un monopole absolu sur la presse écrite et l'audiovisuel, l'Etat tente par tous les moyens d'empêcher l'accès aux informations venant de l'extérieur, bloquant la distribution de journaux étrangers comme les sites Internet d'information. En **Tchéchénie**, où la guerre fait rage depuis 1999, travailler hors des voies officielles est pratiquement impossible. Un correspondant de l'*Agence France-Presse*, qui assurait une des rares présences d'un média étranger, a été kidnappé en juillet.

**Soria Blatmann**, responsable Europe de Reporters sans frontières, et **Caroline Giraud** pour les pays de l'ex-URSS

Pour plus d'informations, pays par pays : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)



# CONFLIT D'INTÉRÊTS DANS LES MÉDIAS : L'ANOMALIE ITALIENNE

**Cas unique en Europe, Silvio Berlusconi cumule empire médiatique et pouvoir politique.**

**Que le président du Conseil soit également propriétaire des trois chaînes privées concurrentes de la télévision publique italienne est lourd de conséquences pour l'autonomie de cette dernière.**

Silvio Berlusconi est à la fois chef du pouvoir exécutif et propriétaire de Mondadori, l'un des principaux groupes de presse et d'édition du pays, et de Mediaset, qui regroupe trois chaînes de télévision privées. En tant que président du Conseil et leader d'une large coalition gouvernementale, il a également une capacité d'influence considérable sur la RAI, la télévision publique italienne.



Silvio Berlusconi

gestion d'une entreprise à but lucratif incompatible avec une charge gouvernementale. Mais il ne reconnaît pas de conflit d'intérêts si la gestion de cette propriété est confiée à une tierce personne. Or Silvio Berlusconi n'apparaît dans aucun organigramme de ses propriétés, dont la gestion est confiée à sa famille ou à ses proches. Dans son cas particulier, la question du conflit d'intérêts disparaît donc purement et simplement.

## MULTIPLES INGÉRENCES

La télévision, plus que la presse écrite, est au cœur du conflit d'intérêts. La RAI est, depuis sa création, soumise à une forte politisation due au phénomène traditionnel de la "lottizzazione", qui consiste à donner une chaîne à chaque grand courant politique. Mais cette pratique qui visait, à l'origine, à garantir le pluralisme du service public, a entraîné une dépendance directe de celui-ci vis-à-vis du pouvoir politique, ainsi qu'une forte politisation des journalistes et de la direction de

*Le projet de loi sur le conflit d'intérêts du gouvernement Berlusconi est un leurre*

L'entrepreneur Silvio Berlusconi, spécialisé dans la construction et l'immobilier, a commencé à bâtir son empire médiatique en 1973, par l'intermédiaire de sa holding Fininvest. En 2003, le magazine américain *Forbes* estimait sa fortune à près de 5,5 milliards d'euros. Dans un pays où la télévision est le média privilégié par l'écrasante majorité des Italiens, le problème du conflit d'intérêts de Silvio

Berlusconi s'est posé dès son entrée en politique, en 1993. La gauche, au pouvoir ensuite pendant cinq ans, n'a pas pu ou voulu s'atteler à sa résolution.

Lors de sa campagne électorale de 2001, Silvio Berlusconi s'était engagé à régler cette question dans les cent premiers jours de son mandat à la présidence du Conseil. Mais le projet de loi sur le conflit d'intérêts du gouvernement Berlusconi, qui doit encore être approuvé par le Sénat, est un leurre. Certes, il juge la

*Le président du Conseil fait peu de cas de sa "double casquette" et ne ménage pas les journalistes*

la RAI. Les membres du conseil d'administration sont nommés par les présidents de la Chambre des députés et du Sénat, tandis que le directeur général est nommé de concert par le président du conseil d'administration de la RAI et le ministre de l'Economie.

L'imbrication entre la politique et la télévision publique ne date donc pas de l'arrivée de Silvio Berlusconi au pouvoir. Mais le fait que le président du Conseil

LA FACCIAMO QUESTA LEGGINA SUL CONFLITTO D'INTERESSI?

MI RACCOMANDO LE SPALLE IMBOTTITE E I TACCHI DOPPI.



(Dessin de Altan, publié dans *La Repubblica*)  
- Alors, on a fait ou pas cette petite loi pour régler le conflit d'intérêts ?  
- Oui, mais surtout il faut qu'elle soit bien épaulée et avec des talons bien hauts. (allusion à la façon de s'habiller de Berlusconi qui est de taille fort petite).



qui, à la tête d'une large coalition gouvernementale, détient un pouvoir politique important sur la *RAI*, soit également propriétaire des trois chaînes privées concurrentes est lourd de conséquences pour l'autonomie de la télévision publique.

De fait, le président du Conseil fait peu de cas de sa "double casquette" et ne ménage pas les journalistes. En 2002, il a publiquement jeté l'anathème sur deux journalistes vedettes de la *RAI*, très critiques à son égard, dénonçant leur utilisation "criminelle" du service public. Leurs émissions, qui réalisaient pourtant un fort taux d'audience, ont été supprimées peu après ces déclarations au vitriol. Parfois au mépris des règles constitutionnelles,

Silvio Berlusconi a multiplié les ingérences dans la vie de la *RAI*, en perte de crédibilité et d'audience face à son concurrent Mediaset.

### PAS DE DÉMOCRATIE SANS PLURALISME

La situation a fait sortir de sa réserve habituelle le président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, qui a rappelé, dans un message adressé au Parlement, qu'"il n'y a pas de démocratie sans pluralisme et sans impartialité de l'information". Infligeant un revers sans précédent à Silvio Berlusconi, Carlo Azeglio Ciampi a refusé, le 15 décembre 2003, de valider la

loi "Gasparri" sur la réforme de l'audiovisuel, qui servait à l'évidence les intérêts privés du président du Conseil en lui permettant notamment de conserver ses trois chaînes nationales hertziennes.

Le président du Conseil a immédiatement riposté en sauvant par décret l'une de ses chaînes que la Cour constitutionnelle obligeait à passer sur le satellite, avec pour conséquence une perte importante de sa valeur marchande. Cette nouvelle loi sur mesure est l'illustration la plus flagrante et la plus choquante du conflit d'intérêts de Silvio Berlusconi dans les médias.

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

## Russie



# LA GLASNOST, UNE IDÉE DÉPASSÉE ?

La situation s'est encore dégradée en Russie en 2003. A l'occasion des élections

législatives, les autorités ont instrumentalisé les médias publics et entravé une libre

couverture de la campagne pour s'assurer la victoire, en particulier dans certaines républiques du Caucase.

L'année 2003 s'est conclue en Russie par l'élection, le 7 décembre, d'une Douma fédérale dominée par le parti Edinaya Rossiya du président Vladimir Poutine, suivi du Parti communiste et de deux partis nationalistes, l'opposition ayant été totalement étrillée.

Pendant la campagne électorale, les autorités ont tantôt instrumentalisé les médias pour servir leurs intérêts, tantôt abusé de leur position pour faire taire ceux qui tiraient à boulets rouges sur leurs candidats. Les chaînes de télévision *RTR* (d'Etat) et *ORT* (publique) ont ouvertement soutenu le parti proKremlin tandis que, fidèle à la stratégie appliquée par Vladimir Poutine pour s'attacher les médias audiovisuels nationaux, le Kremlin a repris en main l'institut de sondages public VTsiOM quatre mois avant le scrutin. En outre, le Conseil de la Fédération a adopté des amendements au code électoral qui donnaient une définition si large de la propagande électorale qu'elle poussait à l'autocensure les journalistes qui, craignant de voir leur média suspendu pour avoir enfreint la loi, traitaient des élections avec une précaution

excessive. Quelques jours avant le début de la campagne officielle, ces amendements ont été jugés anticonstitutionnels.

Dans certaines régions, les potentats locaux ne se sont pas embarrassés de moyens légaux pour faire pression sur les médias d'opposition ou indépendants,

*Dix-huit journalistes ont été victimes d'agressions en 2003, pour la plupart alors qu'ils enquêtaient sur des affaires de corruption ou sur le crime organisé*

sous le regard complaisant des autorités fédérales. Au début de l'automne, quelques semaines avant l'élection de l'administrateur prorusse Akhmat Kadyrov à la présidence en Tchétchénie, la situation a encore empiré dans cette région du Caucase déchirée par la guerre, avec la reprise en main par les troupes du

ministère de l'Intérieur, manu militari, de la radiotélévision tchéchène et des huit journaux encore publiés à Grozny.

Indépendamment des tensions électorales, dix-huit journalistes ont été victimes d'agressions en 2003, pour la plupart alors qu'ils enquêtaient sur des affaires de corruption ou sur le crime organisé. Sur douze interpellations, un quart a visé des journalistes qui couvraient des sujets liés à l'environnement, autre signe que la "glasnost" (transparence) n'est toujours pas à l'ordre du jour dans la Russie de Vladimir Poutine.

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

## RUSSIE • BILAN 2003

**3 journalistes tués**  
**1 journaliste disparu**  
**2 journalistes incarcérés**  
**2 journalistes kidnappés**  
**12 journalistes interpellés**  
**18 journalistes agressés**  
**1 journaliste menacé**

# UNE BRÈCHE DANS LE BLOCUS DE L'INFORMATION

Aujourd'hui, rares sont les journalistes qui couvrent la guerre en Tchétchénie en dehors des "convois officiels" organisés par les autorités russes. Ces dernières font tout leur possible pour décourager les enquêtes indépendantes. Les risques de kidnapping restent par ailleurs très élevés. D'où une difficulté croissante pour obtenir des informations fiables. Depuis 1994, Tamara K. rédige des chroniques sur la guerre. Jour après jour, elle filme ou photographie les crimes perpétrés par l'armée russe.



Tamara K.

**Depuis 1994, vous rassemblez des informations sur la guerre en Tchétchénie et les exactions qui s'y déroulent. Est-ce plus facile aujourd'hui, ou au contraire plus difficile ?**

Nous avons tous les jours un peu plus de mal à recueillir des informations parce que nous sommes soumis à davantage de

contrôles et surveillés de près par les forces armées. Le nombre d'assassinats, lui, ne diminue pas, malheureusement, et les méthodes employées ne changent pas. Les enlèvements, les meurtres, les viols, les tortures et autres actes de violence ne cessent de se multiplier.

**Auprès de qui recueillez-vous vos informations ?**

Dès les premiers jours de la guerre, en 1994, et dans un contexte de blocus total de l'information, la population civile, soumise quotidiennement à des fouilles humiliantes et confrontée à l'horreur des enlèvements, s'est toujours montrée prête à nous dire la vérité. Parce que les gens étaient respectueux du métier que nous exerçons, même si cela devait les mettre en danger. Cette attitude nous a donné à tous la force et l'envie de continuer à faire notre travail, alors même que nous

courions d'énormes risques. Aujourd'hui, le peuple tchéchène a perdu toute foi en la justice et tout espoir de voir un jour la guerre et le génocide s'arrêter. Ce changement d'attitude se répercute sur le travail des journalistes, qui ont de plus en plus de difficultés à obtenir des témoignages. Il ne faut pas oublier que celles et ceux qui osent témoigner le font au péril de leur vie.

**Que faites-vous des informations que vous recueillez ? En quoi le travail des médias est-il essentiel ?**

Comme tous mes confrères, je partage ces informations avec des organisations militant pour la défense des droits de l'homme, en Tchétchénie et à l'étranger. Nous accomplissons tous la même tâche : collecter et diffuser les informations pour faire en sorte d'arrêter l'hécatombe.

Propos recueillis par Reporters sans frontières



Ali Astamirov, correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) pour la Tchétchénie et l'Ingouchie, a été enlevé le 4 juillet 2003 par un groupe d'hommes armés dans le village d'Altievo, à trois kilomètres de Nazran, la principale ville d'Ingouchie,

## ALI ASTAMIROV RÉDUIT AU SILENCE

sous les yeux de ses confrères.

Agé de 34 ans, Ali Astamirov est tchéchène et père de deux enfants. Il collaborait avec l'AFP depuis un an. Auparavant, il avait travaillé pour une radio privée à Grozny et, entre 1998 et le 1<sup>er</sup> octobre 1999, date du début des opérations militaires en Tchétchénie, pour la branche tchéchène de la chaîne de télévision russe NTV, alors indépendante. Dans les mois qui ont précédé son enlèvement, le journaliste avait fait l'objet de plusieurs menaces anonymes et avait dû déménager, craignant pour sa sécurité. A ce jour, les enquêteurs chargés du dossier à Moscou et le parquet de Nazran en Ingouchie n'ont obtenu aucun résultat significatif. Sa famille, qui avait cru pou-

voir affirmer, trois semaines après les faits, qu'Ali était vivant, n'en est plus aussi certaine aujourd'hui. Si personne ne connaît l'identité des ravisseurs, une chose est sûre : l'un des rares journalistes qui couvraient ce conflit et son cortège d'exactions, est aujourd'hui réduit au silence.

Reporters sans frontières a engagé une série d'actions pour qu'Ali Astamirov ne soit pas oublié. L'organisation a notamment interpellé les autorités russes et la diplomatie française, publié un appel de dix journalistes, ex-otages, demandant au président russe Vladimir Poutine une plus grande mobilisation, et fait appel à la solidarité des radios russes et internationales pour qu'elles diffusent un message du frère du journaliste adressé aux ravisseurs.



# LES MÉDIAS SOUS CONTRÔLE

**La situation de la liberté de la presse en Ukraine est préoccupante. A l'approche de l'élection présidentielle de 2004, qui risque fort d'être une période à haut risque pour les journalistes indépendants, le président Kouchma et ses proches contrôlent les médias les plus influents du pays.**

Le nombre d'agressions de journalistes n'a cessé d'augmenter de manière alarmante dans tout le pays. En 2003, au moins onze d'entre eux ont été agressés alors qu'ils enquêtaient sur des affaires de corruption impliquant des autorités régionales ou après avoir critiqué dans leurs articles des hommes politiques locaux. Deux journalistes sont décédés dans des circonstances particulièrement obscures, aucun élément ne permettant toutefois d'affirmer qu'ils ont été assassinés.

*Les administrations fiscales locales ont multiplié les actions contre les médias les plus critiques envers les autorités*

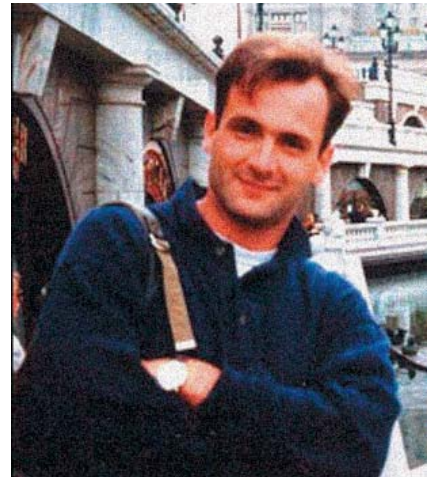
L'impunité est toujours de mise pour les assassins de Géorgiy Gongadze, journaliste politique et rédacteur en chef du journal en ligne *www.pravda.com.ua*, disparu à l'âge de 31 ans, le 16 septembre 2000, et dont le corps décapité et mutilé avait été retrouvé le 2 novembre 2000. Ce meurtre est devenu une affaire d'Etat après la diffusion d'enregistrements censés avoir été réalisés dans le bureau du président Kouchma, et tendant à prouver l'implication des plus hautes autorités dans la disparition du journaliste. L'enquête, après des années de fautes graves et

de dysfonctionnements, n'a donné aucun résultat jusqu'à l'automne 2003, avec l'arrestation d'Oleksiy Pukach, ex-chef du renseignement du ministère de l'Intérieur. Pour la première fois depuis le début de l'affaire, un haut responsable de l'Etat était arrêté. Mais une semaine plus tard, le procureur général Sviatoslav Piskoun, qui avait annoncé en septembre que l'enquête sur la mort du journaliste était entrée dans sa phase finale, a été limogé par le président Kouchma.

Le meurtre d'Igor Alexandrov, directeur général de la télévision TOR à Slaviensk (région de Donetsk), battu à mort le 7 juillet 2001, reste également impuni.

Les médias sont toujours soumis à de multiples formes de pressions. En 2003, les administrations fiscales locales ont multiplié les contrôles des médias les plus critiques envers les autorités. Dans la perspective de l'élection présidentielle, prévue pour octobre 2004, le Comité parlementaire pour la liberté d'expression et d'information a recommandé au gouvernement du suspendre ces inspections du 1<sup>er</sup> janvier au 30 octobre 2004. Dans un pays où la majorité des médias, en particulier l'audiovisuel et les agences de presse, sont contrôlés par les proches du président Kouchma ou par l'oligarchie, la campagne électorale devrait en effet être une période à haut risque pour les journalistes les plus indépendants.

Pour en savoir plus : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)



L'impunité est toujours de mise pour les assassins du journaliste politique Géorgiy Gongadze

## UKRAINE • BILAN 2003

- 2 journalistes tués
- 14 journalistes agressés
- 4 journalistes menacés

# LES PRÉDATEURS DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Derrière les violations de la liberté de la presse se cachent des responsables et des commanditaires. Qu'ils soient président, ministre, chef d'état-major, chef religieux ou leader d'un groupe armé, ces prédateurs de la liberté de la presse ont le pouvoir de censurer, emprisonner, enlever, torturer et, dans les pires des cas, assassiner des journalistes. Pour mieux les dénoncer, Reporters sans frontières dresse leurs portraits.

## LES GROUPES ARMÉS



Afghanistan, Algérie, Bangladesh, Cachemire, Pakistan, Philippines

### Les militants islamistes armés

Au Pakistan, au Cachemire ou encore aux Philippines, des groupes islamistes "djihadistes" s'attaquent aux journalistes locaux ou étrangers qui enquêtent sur leurs activités. Dans certaines régions d'Algérie, les menaces continuent après la vague d'assassinats des années 1990. En Afghanistan, des talibans ont appelé à tuer les Occidentaux, notamment les journalistes. Au Bangladesh, les islamistes les plus radicaux s'en sont pris aux journalistes qui dénoncent les exactions contre les hindous.



Colombie

### Carlos Castaño

CHEF DES PARAMILITAIRES

Parmi les cinq journalistes assassinés dans le pays en 2003, trois d'entre eux pourraient l'avoir été par les Autodéfenses unies de Colombie (AUC), un groupe dirigé par Carlos Castaño, alors qu'ils dénonçaient la corruption de fonctionnaires locaux. Une situation d'autant plus inquiétante que les paramilitaires, engagés dans un processus de paix avec le gouvernement, ont négocié une impunité totale en échange de leur démobilisation. La trêve, en cours depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2002, n'a entraîné aucune diminution de leurs menaces ou de leurs agressions à l'encontre de la presse.



Nicolas Rodríguez Bautista

Colombie

### Nicolas Rodríguez Bautista et Manuel Marulanda

CHEFS DE GUÉRILLAS

En 2003, sept journalistes ont été enlevés par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes) conduites par Manuel Marulanda. En mars, la publication d'une liste noire a provoqué le départ de treize journalistes du département d'Arauca, privant la région de ses correspondants. Des méthodes partagées par l'Armée de libération nationale (ELN, guévariste), dirigée par Nicolas Rodríguez Bautista, qui avait déjà enlevé deux journalistes britanniques en janvier. Au total, plus de 80 journalistes ont été enlevés ou retenus par ces deux guérillas depuis 1997.



Espagne

### ETA

ORGANISATION TERRORISTE

L'ETA a repris sa campagne de terreur en multipliant les menaces contre des journalistes ne partageant pas ses positions sur la guerre en Irak ou la situation au Pays basque. En 2003, la télévision basque *Euskal Irratia Telebista (EITB)* a été la cible privilégiée de l'organisa-

tion terroriste. De nombreux journalistes sont ainsi contraints de recourir à une protection officielle ou privée, et les médias ont renforcé les mesures de sécurité à l'entrée de leurs locaux.



Népal **Camarade Prachanda**

LEADER DES MAOÏSTES

De son vrai nom Pushpan Kamal Dahal, le Camarade Prachanda dirige d'une main de fer le Parti communiste népalais (maoïste) engagé depuis 1995 dans une "guerre populaire" contre la monarchie et le féodalisme népalais. Traqués par l'armée royale, les combattants maoïstes ont tué au moins trois journalistes. En 2003, ils ont égorgé un correspondant de l'agence de presse publique. Les paysans qui vivent dans les zones sous leur contrôle se sont vu interdire d'écouter les informations des radios privées.

## LES HÉRITIERS



Arabie saoudite **Abdallah ibn al-Seoud**

PRINCE HÉRITIER

Depuis 1995 et l'embolie cérébrale du roi Fahd, le prince Abdallah gère de facto les affaires du pays. Placées sous une forte pression américaine pour réformer ses institutions politiques après les attentats du 11 septembre 2001, les autorités sont également confrontées à une contestation intérieure croissante. Si bien que les journalistes saoudiens se risquent parfois à franchir les lignes rouges fixées par la *Saudi Press Agency*, qui dépend directement du ministère de l'Intérieur. La censure et l'autocensure n'en demeurent pas moins la règle.



Guinée équatoriale

### Teodoro Obiang Nguema

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Depuis 1979, Teodoro Obiang Nguema, réélu en 2002 avec 97,1 % des voix, dirige d'une main de fer le seul pays hispanophone du continent. Après avoir acheté ou envoyé en prison les opposants les plus sérieux en 2002, il continue de mettre au pas une presse déjà très affaiblie par un marché agonisant. Les médias d'Etat sont à sa botte. En juillet 2003, la radio nationale a affirmé qu'il était "le dieu de la Guinée équatoriale" et pouvait "décider de tuer sans que personne lui demande des comptes et sans aller en enfer".



Népal

### Gyanendra Shah Dev

ROI

Depuis le 4 octobre 2002, après avoir dissous le Parlement, le roi Gyanendra gouverne le pays avec le soutien de son seul parti. Incapable de rétablir la stabilité, il a donné tous les pouvoirs à l'armée royale pour anéantir les "terroristes" maoïstes. En 2003, les forces de sécurité ont arrêté, détenu au secret, torturé ou menacé près d'une centaine de journalistes. Le Népal est le pays du monde où le plus grand nombre de journalistes ont été arrêtés au cours des trois dernières années.



Swaziland

**Mswati III**

ROI

Depuis 1986, Mswati III règne en despote absolu sur le pays. Les partis politiques sont interdits et le roi nomme les membres du gouvernement, les députés et les juges. Les médias n'échappent pas à son contrôle. L'autocensure est la norme et les sujets tabous nombreux. Toute critique du monarque est interdite et, lors des conférences de presse officielles, les questions sont choisies à l'avance par les conseillers du roi. La presse publique diffuse uniquement les nouvelles contrôlées et validées par le ministère de l'Information.



Syrie

**Bachar el-Assad**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

En juillet 2000, Bachar el-Assad succède à son père et annonce une libéralisation du régime, mais le "printemps de Damas" ne verra jamais le jour. La guerre voisine en Irak a montré en 2003 que l'information demeure entièrement contrôlée par les autorités. Les journalistes étrangers sont surveillés et Internet censuré, la répression allant jusqu'à l'emprisonnement de deux internautes. Les télévisions privées sont interdites en Syrie et seuls les programmes musicaux ou de divertissement sont autorisés sur les radios privées.



Tonga

**Taufa'ahau Tupou IV**

ROI

Le roi Taufa'ahau Tupou IV gouverne le royaume des Tonga en monarque absolu. En 2003, il a suivi l'avis du chef du gouvernement, son fils, et modifié la Constitution pour interdire les rares publications indépendantes, notamment le journal *Tuimi 'o Tonga*. Pour sa part, la reine Halaevalu Mata'aho a qualifié d'"insultants et d'irrespectueux" des journalistes qui ne s'agenouillaient pas devant elle et ne gardaient pas la tête baissée en présence des autres membres de la royauté.

### LES DÉMOCRATES DE FAÇADE



Bangladesh

**Altaf Hossain Chowdhury**

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Les policiers qui ont détenu puis torturé, en 2003, Saleem Samad, correspondant de Reporters sans frontières, agissaient sur ordre de Altaf Hossain Chowdhury. C'est également lui qui a fait emprisonner un journaliste de l'agence de presse *Reuters*, accusé d'avoir mal retranscrit ses propos. Depuis son arrivée aux affaires, en octobre 2001, au moins 500 journalistes ont été agressés ou menacés, vingt autres arrêtés, quatre assassinés et une trentaine de rédactions ou clubs de la presse attaqués.



Ethiopie

**Meles Zenawi**

PREMIER MINISTRE

Meles Zenawi a pris le pouvoir à Addis-Abéba en 1991, après vingt ans de lutte armée dans les rangs de la guérilla tigréenne. Le chef du gouvernement éthiopien ne supporte pas les écarts de langage d'une presse locale très virulente. Plusieurs dizaines de journalistes sont en permanence sous le coup de poursuites judiciaires et attendent d'être jugés. Tous risquent une peine de prison et peuvent, du jour au lendemain, se retrouver dans une cellule de l'un des nombreux centres pénitentiaires du pays.



Russie

**Vladimir Poutine**

PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Depuis son arrivée au pouvoir en 2000, Vladimir Poutine a rogné les libertés obtenues après la chute de l'Union soviétique. Cet ancien membre des services secrets a repris en main les principaux médias audiovisuels nationaux et rendu impossible une couverture libre de la guerre en Tchétchénie. Dans les provinces, il laisse en toute impunité les potentats locaux censurer la presse d'opposition et des violences s'exercer à l'encontre des journalistes qui dénoncent la corruption des fonctionnaires.



Rwanda

**Paul Kagame**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Elu en août 2003 avec 95 % des voix, le général Kagame a désormais le champ libre pour mener le pays à sa guise. Malgré l'annonce de la création de radios privées, la liberté de la presse n'est toujours pas une réalité au Rwanda. Les principaux titres ne font que relayer l'information officielle et les rares journaux qui adoptent une ligne éditoriale indépendante le paient cher : suspensions, saisies d'exemplaires, pressions et menaces sont monnaie courante. Deux journalistes sont détenus abusivement depuis une dizaine d'années et plusieurs autres sont en exil.



Singapour

**Goh Chok Tong**

PREMIER MINISTRE

Premier ministre depuis 1990, Goh Chok Tong est également dirigeant du Parti de l'action du peuple, qui compte sur le soutien sans faille des groupes de presse publics et privés. Si l'accès aux médias étrangers est autorisé, les informations indépendantes sur Singapour sont rares dans la presse locale. Le ministre de l'Information a affirmé en 2003 : "La censure est nécessaire pour nous préserver de la violence et de la dépravation des mœurs." Quelques sites Internet indépendants tentent d'informer librement, au risque d'être poursuivis.



Tunisie

**Zine el-Abidine Ben Ali**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le président Zine el-Abidine Ben Ali a tenté de donner des gages en matière de liberté de la presse, en relâchant de ses geôles, en novembre 2003, le jeune cyberdissident Zouhair Yahyaoui et en proclamant la création d'une chaîne de radio privée lors de son 16<sup>e</sup> anniversaire à la présidence. Mais dans les faits, la presse publique et privée, la radio, la télévision et la Toile restent aux ordres du Président. Les journalistes qui tentent d'exercer leur profession de manière plus indépendante sont harcelés en permanence. Deux sont en prison.

### LES AUTORITAIRES



Bélarus

**Alexandre Loukachenko**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Autocrate formé à l'école soviétique, le président Loukachenko s'évertue à étouffer tout contre-pouvoir. Les autorités, spécialisées dans le harcèlement administratif, empêchent la parution de nombreux journaux et vont jusqu'à fermer des organisations de soutien aux médias.

Trois journalistes ont purgé des peines de travaux forcés pour avoir "insulté le Président" et l'impunité reste de mise pour les responsables de la disparition, en 2000, du journaliste Dmitri Zavadski.



Erythrée

**Issaias Afewerki**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Plus grande prison d'Afrique pour les journalistes, seul pays du continent et l'un des rares au monde sans presse privée, l'Erythrée détient de bien tristes records. Issaias Afewerki, chef d'Etat depuis l'indépendance en 1993, en porte principalement la responsabilité et reste

totalement insensible aux pressions de la communauté internationale. "Les journalistes emprisonnés sont des traîtres", martèlent les autorités. Détenus au secret, ils sont au moins quatorze à risquer la peine capitale.



Iran

**Ali Khamenei**

GUIDE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

En lutte avec le président réformateur Mohammad Khatami, le Guide de la République Ali Khamenei jouit de l'effectivité du pouvoir politique et judiciaire. La presse, qui se fait l'écho de cet affrontement, en fait les frais. Les journalistes vivent sous la menace permanente

d'être emprisonnés et jugés de façon arbitraire. En juillet 2003, la photo-journaliste Zahra Kazemi a été assassinée en prison. Avec 43 journalistes incarcérés en 2003, l'Iran reste la plus grande prison du Moyen-Orient pour la presse.



Kazakhstan

**Noursultan Nazarbaïev**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

La plupart des médias privés sont contrôlés par le clan de Noursultan Nazarbaïev, dont sa propre fille, Dariga Nazarbayeva. Les quelques journaux d'opposition et sites Internet qui ont publié des articles sur un scandale

impliquant le Président dans une affaire de détournement de fonds ont été poursuivis, fermés ou bloqués. Un des plus acharnés détracteurs du régime, le journaliste et défenseur des droits de l'homme Sergueï Douvanov, a été condamné, en janvier 2003, à trois ans et demi de prison.



Ouzbékistan

**Islam Karimov**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Officiellement, la censure a été abolie en Ouzbékistan en 2002. De fait, elle est toujours appliquée, en particulier à la télévision d'Etat, qui décrit un pays à mille lieues des réalités politiques et économiques. Les journalistes doivent s'abstenir de toute référence à la corruption, au trafic de drogue, à la religion musulmane, et surtout de toute

critique de la politique du président Karimov. Cinq d'entre eux sont emprisonnés, dont le journaliste et défenseur de la liberté de la presse Ruslan Sharipov, condamné en 2003 à quatre ans de prison.



Ukraine

**Leonid Koutchma**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

A l'approche de l'élection présidentielle de 2004, le président Leonid Koutchma et ses proches contrôlent les médias les plus influents du pays. La campagne électorale risque d'être une période à haut risque pour les journalistes les plus indépendants, soumis à de multiples formes de pressions. L'enquête sur l'assassinat en 2000 du journaliste Géorgiy Gongadze, très critique envers le régime de Koutchma, est toujours au point mort : la question de la responsabilité des plus hautes autorités de l'Etat dans ce meurtre reste ouverte.

### LES MILITAIRES



Birmanie

**Than Shwe**

CHEF DE L'ETAT

Le général Than Shwe interdit toute information libre. Seize professionnels des médias sont détenus dans le pays. Un journaliste sportif, Zaw Thet Htwe, a été condamné à mort. Des dizaines d'autres sont mis à l'index. Dans un pays où les postes clés du gouvernement

et de l'économie sont occupés par des militaires, aucune critique de l'armée n'est tolérée. Enfin, près de cinquante reporters étrangers, qualifiés d'"ennemis de la Birmanie", ont leurs noms inscrits sur une liste noire qui leur ferme les portes du pays.



Laos

**Khamtay Siphandone**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Khamtay Siphandone maintient un contrôle particulièrement strict sur les médias. L'agence de presse officielle *Khaosan Patbet Lao (KPL)*, aux ordres du Parti, est seule habilitée à donner son avis sur les sujets sensibles. Le journal du Parti se présente comme une "publication révolutionnaire élaborée par le peuple et pour le peuple". En 2003, deux reporters indépendants européens, Thierry Falise et Vincent Reynaud, ont été arrêtés, condamnés à quinze ans de prison, puis relâchés, pour avoir réalisé un reportage sur la minorité Hmong.



Pakistan

**Pervez Musharraf**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le général-président peut compter sur les agents du service secret militaire (ISI) pour surveiller, intimider, manipuler ou arrêter les journalistes pakistanais ou étrangers gênants. Il a justifié la torture et la détention au secret de Khawar Mehdi qui enquêtait, aux côtés de

deux journalistes de l'hebdomadaire français *L'Express* (eux-mêmes arrêtés puis libérés), sur les groupes taliban à la frontière afghane. En juin 2003, un journaliste d'investigation a été renvoyé de son journal suite aux pressions du Président qui l'accusait d'avoir "terni l'image" du pays. Un autre a été condamné à mort après avoir dénoncé les agissements d'une agence gouvernementale de lutte antidrogue contrôlée par le général Musharraf.



Turquie

**Hilmi Ozkok**

CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES

Chef d'état-major des armées, Hilmi Ozkok est, à ce titre, membre du Conseil national de sécurité, une instance accordant aux militaires un droit de regard permanent sur la presse. Malgré l'adoption de réformes législatives de grande ampleur dans la perspective de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, les journalistes qui critiquent la politique du gouvernement ou le pouvoir de l'armée sont toujours victimes d'un véritable harcèlement juridique. Quatre d'entre eux sont emprisonnés en raison de leur activité professionnelle.

**LES DICTATEURS**



Chine  
**Hu Jintao**  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Alors qu'Hu Jintao se faisait introniser, début 2003, à la tête du Parti communiste chinois et de l'Etat, le département de la propagande interdisait aux journalistes de parler de l'épidémie de SRAS qui sévissait dans le pays. Plus généralement, le pouvoir interdit les sujets sensi-

bles, tels que les grèves ouvrières, la dissidence, Falungong ou les mouvements séparatistes. Hu Jintao n'a en rien atténué la répression qui touche les cyberdissidents et les internautes. Au moins 53 d'entre eux sont détenus par la sécurité publique.



Corée du Nord  
**Kim Jong-il**  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DU PARTI DU TRAVAIL DE CORÉE

Kim Jong-il, égocentrique et incontrôlable, gouverne un pays exsangue, avec le seul titre de président de la Commission nationale de défense. Il attribue à la presse le seul rôle de "diffuser la politique du parti unique et de

l'éminent camarade, Kim Jong-il, pour l'accomplissement de la dictature du prolétariat". Les Nord-Coréens n'ont droit qu'à des postes de radio scellés et vérifiés tous les trois mois. Les journalistes étrangers sont proscrits et très peu d'informations ont filtré sur les 200 000 personnes détenues dans des camps de concentration.



Turkménistan  
**Separmourad Nyazov**  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Aucune liberté de la presse n'est tolérée au Turkménistan, où les médias sont un outil de propagande au service du président à vie, Separmourad Nyazov. Les journaux et les chaînes de télévision, dont le "père des Turkmènes" définit lui-même la ligne éditoriale, arborent son

visage en une ou sur le côté de l'écran. Nombreux sont ceux qui, ayant osé critiquer ce dernier, sont emprisonnés dans des conditions très pénibles. La pression est telle que les journalistes doivent se résoudre à l'autocensure ou à l'exil.



Viêt-nam  
**Nong Duc Manh**  
PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI

Selon deux directives du bureau politique du Parti communiste, dirigé par Nong Duc Manh, les journalistes dissidents sont des "espions criminels" et les médias étrangers coupables de promouvoir la "violence afin de nier l'idéal socialiste". Nong Duc Manh a renforcé la

répression contre les journalistes critiques qui sont passibles de lourdes peines de prison pour "subversion" et "propagation de fausses nouvelles". Ainsi, Nguyen Dinh Huy, septuagénaire, est incarcéré depuis novembre 1993. Il a été condamné à quinze ans de prison. Sept cyberdissidents sont également détenus.

**LES DINOSAURES**



Cuba  
**Fidel Castro**  
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT  
ET DU CONSEIL DES MINISTRES

Depuis leur arrestation lors de la vague de répression lancée par les autorités le 18 mars 2003, une trentaine de journalistes, qui purgent des peines allant jusqu'à 27 ans de prison, sont détenus dans des conditions très dif-

ficiles. Cellules d'isolement remplies d'immondices, privation d'eau ou de médicaments, agressions par les gardiens, annulation des visites... le régime de Fidel Castro ne recule devant rien pour dissuader la presse indépendante, par ailleurs continuellement harcelée, d'exister. Cuba est la plus grande prison du monde pour les journalistes.



Libye  
**Mouammar Kadhafi**  
CHEF DE L'ETAT ET GUIDE DE LA RÉVOLUTION

Le colonel Kadhafi maintient une chape de plomb sur l'ensemble des médias qui restent totalement inféodés au régime. Si le chef de l'Etat est parvenu à faire réintégrer la Libye dans le concert des nations, il n'a fait aucune concession à la liberté de la presse et ne tolère

aucune indépendance des médias. On reste sans nouvelles du journaliste Abdullah Ali al-Sanussi al-Darrat qui serait emprisonné depuis plus de 30 ans.



Maldives  
**Maumoon Abdul Gayoom**  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le président Maumoon Abdul Gayoom, réélu en octobre 2003 avec 90,28 % des voix, tolère mal les critiques de la presse. Trois animateurs d'une lettre électronique d'information sont toujours emprisonnés. En 2003, le gouvernement a retiré leurs licences à une vingtaine de publications. Le ministre de l'Information est le beau-frère du Président.

Le quotidien *Aafathis* est la propriété de son gendre. La radio et la télévision gouvernementales n'accordent qu'une place très réduite aux voix d'opposition. Les autorités bloquent une trentaine de sites Internet basés à l'étranger.



Togo  
**Gnassingbé Eyadéma**  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le doyen des présidents du continent africain, à la tête du Togo depuis 1967, connaît bien la presse et s'en méfie. Quand un journaliste se montre trop critique envers lui, il est convoqué à Lomé II, sa résidence officielle. Le général-président reçoit personnellement les

professionnels de la presse pour les sermonner et leur rappeler qu'on ne peut pas s'en prendre ainsi au plus haut personnage de l'Etat. Deux reporters ont été violemment battus pendant leur détention, en 2003.



Zimbabwe  
**Robert Mugabe**  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Au pouvoir depuis près d'un quart de siècle, le président Robert Mugabe a décidé de faire taire définitivement toute voix d'opposition dans son pays. Quitte à prendre parfois certaines libertés avec la loi. En 2003, après s'être débarrassé de la presse étrangère, le chef de l'Etat

s'en est pris au *Daily News*, seul quotidien indépendant. Malgré plusieurs décisions de justice ordonnant la réouverture du journal, le gouvernement n'a pas cédé d'un pouce et a tout mis en œuvre afin que le quotidien, déclaré illégal en septembre, ne puisse pas reparaitre dans les kiosques.



#### **REPORTERS SANS FRONTIÈRES**

Secrétariat international  
5 rue Geoffroy-Marie 75009 Paris / France  
Tel. : 33. 1. 44. 83. 84. 84 / Fax : 33. 1. 45. 23. 11. 51  
Site Internet : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

Directeur de publication **Robert Ménard**  
Rédactrice en chef **Sylvie Devilette** - [edit@rsf.org](mailto:edit@rsf.org)  
Communication **Anne Martinez-Saiz** - [communication@rsf.org](mailto:communication@rsf.org)

Direction artistique **Nuit de Chine** / [ndc@nuitdechine.com](mailto:ndc@nuitdechine.com)

Traduction **Greg Chamberlain / Michael Tarr**

Achévé d'imprimer en mars 2004  
Imprimé par **ROTOLITO LOMBARDA** / MILAN  
© Reporters sans frontières Mai 2004

Reporters sans frontières remercie le magazine **Télérama**  
pour son soutien financier à la réalisation et à la diffusion du dossier  
"Le tour du monde de la liberté de la presse en 2003".